

ÉDITO

Développement: la chaîne de valeur

Mohamed Choucair



Si vous donnez à un individu un poisson, vous rassasiez sa faim un jour ! Si vous lui apprenez à pêcher, vous rassasiez sa faim pour toujours (proverbe chinois).

Sept ans se sont écoulés depuis la création de l'Union pour la Méditerranée, sept ans jalonnés de troubles politiques et sociaux sur fond de crise économique mondiale et d'une instabilité régionale sans précédent. Aujourd'hui, avec une plus grande ouverture sur le secteur privé, l'UpM paraît un acteur essentiel du développement et de la stabilisation de la région.

Pourquoi? Précisément parce que les forces du terrain ont besoin d'un leader pour tracer le chemin, coordonner l'action, et corriger les écarts. On peut commencer par un triple constat:

La région partage une même vision, «l'Euromed», cet ensemble économique cohérent qui a sa place dans le commerce international et peut garantir les intérêts de la communauté et de chacun de ses membres. L'Union pour la Méditerranée et la nouvelle Politique européenne de voisinage en sont les piliers. Les grandes organisations méditerranéennes en sont les instruments. La mise à niveau des pays du Sud est essentielle pour réaliser cette vision.

Depuis le processus de Barcelone, il y a déjà 20 ans, des montants énormes ont été consacrés par l'Union européenne à la mise à niveau des pays du Sud et de l'Est. Ils ont sans doute contribué à accélérer les travaux d'infrastructure et réduit la pauvreté dans ces pays, mais le fossé s'est creusé entre les pays du Nord et les pays du Sud, et, par conséquent, on peut craindre que cette aide ait peu contribué à la mise à niveau nécessaire. Les révoltes sanglantes ont encore renforcé la pauvreté et la marginalisation qui font le lit des fundamentalistes.

L'UpM peut être au centre du processus capable d'identifier et de promouvoir la chaîne de valeur du développement. Il faut construire à partir des acquis de la région en matière de liberté et de droits de l'homme, et surtout de droit du travail auxquels tous les pays ont pratiquement adhéré, et dont le défaut, ou le retard d'application revêt toujours l'excuse, fondée ou non, des moyens.

PRIORITÉ DE LA DIMENSION SOCIALE

1 - En démocratie, il faut reconnaître la primauté du social, mais il faut tout de suite ajouter que, loin d'handicaper l'économique, la justice sociale est un puissant moteur du développement.

Que peut-on réaliser en matière de justice sociale? Où en sommes-nous par rapport à nos obligations? Le pays peut-il supporter une assurance chômage, une caisse des retraites, la généralisation de l'assurance maladie?

Nous vivons à l'époque d'internet, l'information est partagée instantanément, et les peuples connaissent les priviléges et/ou les privations des autres. Un sentiment de satisfaction ou d'amertume va fatallement naître en relation avec la comparaison des pays à revenu similaire. Nous pouvons dire avec une marge d'erreur réduite que les réalisations sociales dépendent du pouvoir d'achat par habitant de la nation.

POPULATION ACTIVE ET CHÔMAGE

2 - Le deuxième jalon dans la chaîne de valeur du développement est l'emploi. Le chômage à deux chiffres, tel que le vivent la plupart des pays, rend problématique l'édification du filet social. L'objectif emploi est doublement prioritaire dans les pays du Sud. Avant la crise mondiale, la moyenne régionale du chômage était de 14%. Aujourd'hui on n'affiche plus partout les statistiques, mais tout porte à croire qu'elle est au-delà de 20%, si l'on tient compte des jeunes qui quittent leur pays souvent avant leur

premier emploi. Par ailleurs, la population active représente moins de 45% de la population en âge de travailler, ce qui fait que la région n'utilise que la moitié de son potentiel de production. Bien entendu, ceci est en premier lieu dû au chômage. Les demandeurs d'emploi «sans espoir» s'abstiennent également de se présenter sur le marché du travail, les femmes et les jeunes font face à un manque d'opportunités, et, surtout, les pays du Sud créent moins d'emplois que leurs besoins réels.

COMMERCE EXTÉRIEUR ET INVESTISSEMENT

3 - C'est pourquoi les startups sont considérées comme une manne en période de crise. L'indicateur principal de la carence d'emplois est le déficit de la balance des produits et services dont le solde représente l'importation nette et la limite de rentabilité de la production nationale. La Banque mondiale a beaucoup insisté ces dernières années sur la nécessité d'équilibrer la balance commerciale pour pourvoir aux emplois nécessaires dans le pays et consolider la stabilité nationale.

La faible rentabilité des secteurs de production inhibe naturellement l'investissement, pourvoyeur d'emploi. C'est dommage car le Liban, même en

(Suite à la page 2)

INDEX

Mohammad Machnouk: «Transformer les paroles vertes en actions vertes!»



P.04



P.09
Un début de printemps aux cimes enneigées

Local Economic Development: The Moroccan Model



P.15



P.17

Employment level rises in Lebanon despite subdued economic activity

CCIA-BML & FCCIAL

P16. Lebanon at EUROMED Invest Academy in Serbia

P16. Mohamed Choucair at UFM High Level Meeting

P17. Employment level rises in Lebanon despite subdued economic activity

P18. Credit Ratings and Criteria

P19. Trade between Lebanon and the Russian Federation

P19. Lebanon in Figures

P20. Conferences, Exhibitions & Business Opportunities

CCIA-BML



P02. Actu du mois

P03. Michel Pharaon: «Défendre nos frontières, notre mode de vie, notre culture, notre liberté et notre démocratie»

P04. Mohammad Machnouk: «Transformer les paroles vertes en actions vertes!»

P05. Liban nostalgie...

P06. L'Union pour la Méditerranée: un projet d'avenir en phase de résurrection

FCCIAL



P08. Plus de 350 exposants et près de 15 000 visiteurs au salon Horeca

P09. Un début de printemps aux cimes enneigées

P10. Toufic Daboussi: balanced development is a must for Tripoli and North-Lebanon

P12. PRIME project: Goals and Achievements

P12. Quality Control : Focus on Laboratories of the Chamber of Commerce of Tripoli & North Lebanon

P13. «Horizon 2020: Advances in Sciences and Technology» at the 21st LAAS International Science Conference

P13. GMI promoting the Green Economy in the Mediterranean starting from Catalonia

P14. Workshop on Trade of Services Negotiations

P14. Entrance to Enterprise - One Year Results

P15. Local Economic Development: The Moroccan Model

Suite de la page 1

période de crise, a continué à attirer des investissements dans les secteurs foncier et financier et des placements étrangers en quête d'opportunités. Que faut-il pour que plus de secteurs redeviennent rentables? Évidemment, il y a un coût, mais, quel qu'il soit, le pays a l'avantage de l'affronter.

PREMIERS ÉLÉMENTS D'ANALYSE

4 - Malgré les montants investis, la croissance s'est avérée moins intéressante qu'au Nord ces vingt dernières années ;

Apparemment, les programmes de développement et les infrastructures

engagés ont été adoptés sans prendre en considération la question de leur levier sur le développement ;

La productivité totale des facteurs s'est avérée déroutante, par la saignée continue des ressources humaines et la précarité des investissements dans les secteurs productifs.

C'est pourquoi une révision profonde des politiques publiques et des programmes de mise à niveau est nécessaire et doit tenir compte de l'impact et du levier de chaque action sur les différentes phases du développement.

D'ores et déjà, il faut prévoir:

Qu'il est nécessaire de s'entendre sur

le standard de vie auquel peut aspirer le citoyen et lui donner ses droits. C'est la mission du Conseil économique et social dans les pays où il exerce ses fonctions ;

Que les politiques publiques doivent être indexées à la rentabilisation des activités productives ; et qu'en tout état de cause l'environnement des affaires doit répondre aux conditions de l'investissement direct étranger ;

Les mesures doivent se poursuivre jusqu'à assurer l'équilibre de la balance des produits et services, de sorte de promouvoir les investissements productifs, limiter le chômage et assurer un nombre suffi-

sant d'emplois ;

Réguler le marché de manière à promouvoir une concurrence saine et la régularisation du secteur informel en apportant à la start up le soutien nécessaire pour pérenniser son existence et lui permettre d'accéder au statut de la PME ;

Favoriser le partenariat public-privé pour permettre au secteur privé de prendre part aux grands travaux et orienter les moyens de l'État vers les secteurs prioritaires essentiels en accélérant la mise en place des infrastructures nécessaires au développement.

ACTU DU MOIS**«Bike du Liban», un tour du Liban rural, touristique et sportif**

Sous le haut patronage du ministre Michel Pharaon, une conférence de presse s'est tenue au ministère du Tourisme en présence de Khaled Kabbani, président de l'Orphelinat islamique, de Marianne Hoayek, directrice exécutive de la Banque du Liban, de Nada Sardouk, directrice du ministère du Tourisme, de Ziad Khiyami, directeur général de la Jeunesse et des Sports, et de Gaby Tamer président d'honneur de «Bike du Liban», pour annoncer un projet original de tourisme à bicyclette. Ce projet a été lancé en avril par «Bike du Liban» et «Beirut By Bike», selon un programme qui englobera un parcours dans toutes les grandes villes libanaises, à commencer par Tripoli, Tyr, Saïda, Koura, Byblos, Faqra, Chouf et Zahlé. La clôture de cet évènement aura lieu à Beyrouth le 20 septembre prochain. Il regroupera plusieurs milliers de cyclistes autour d'une même cause, celle de la promotion du cyclisme comme moyen de transport alternatif, ami de la nature et bénéfique pour le corps et l'esprit. Il encouragera les autorités locales, municipales et routières à concevoir des zones routières et des sentiers spécialement conçus pour les cyclistes. **Source:** Tamer Group

**Moody's relève à B3 la note de l'Egypte**

L'agence internationale Moody's a relevé à B3 la note de l'Egypte début avril, en ce qui concerne l'emprunt sur le long terme en devise locale et étrangère.

Cette hausse de la note de l'Egypte est due, selon Moody's, au taux de croissance et à la stabilité monétaire et économique dont jouit le pays sur le moyen terme. Moody's prévoit un taux de croissance de 4,5 % en Egypte au cours de l'année fiscale en cours et de 5 ou 6 % au cours des 4 prochaines années. Moody's avait baissé la note de l'Egypte à six reprises depuis 2011.

À L'INTERNATIONAL**Vente d'Alcatel-Lucent à Nokia**

L'annonce en France de la fusion entre le finlandais Nokia et le franco-américain Alcatel-Lucent doit permettre de concurrencer le géant chinois Huawei sur le marché des équipements de

télécommunications. Le PDG, Michel Combes, se veut rassurant face aux craintes sur l'avenir du groupe et de ses filiales en affirmant que c'est «une pierre à l'édifice européen». **Source:** L'Express

**Le boom de l'économie du partage n'a rien à voir avec la confiance en autrui**

Airbnb, Spotify, les sites de covoiturages... Les revenus générés par la mal nommée économie du partage sont aujourd'hui de 15 milliards de dollars (14 milliards d'euros). D'ici 2025, cette somme pourrait s'élever à 335 milliards de dollars (312 milliards d'euros), d'après une étude publiée le 14 avril par PricewaterhouseCooper, un réseau de cabinets d'audit et d'expertise. L'économie du prêt est en plein boom, comme en témoignent le

succès du site de covoiturage Blablacar, permettant le transport d'au moins un million de personnes en France chaque jour, ou la réussite de sites de partage d'appartements comme Airbnb. Pour autant, ce succès n'est pas dû à une augmentation de la confiance entre individus, comme le relève le Washington Post, bien au contraire. Comment alors expliquer le développement de ce marché du partage, prônant la confiance entre utilisateurs? PricewaterhouseCooper a une réponse: «Si la confiance entre les individus et les entreprises décline ou, au mieux, stagne, la foi dans l'agrégat [des avis déposés par les personnes] grandit».

Source: The Washington Post

**Mark Zuckerberg défend son internet gratuit et limité pour les pays pauvres**

Internet.org, un «internet pauvre pour les pauvres»? Le fondateur de Facebook n'est pas d'accord. Pour lui, il vaut mieux une connexion à un internet restreint que pas de connexion du tout. Pas facile de défendre à la fois la neutralité du Net et un internet à deux vitesses. Pourtant, Mark Zuckerberg n'hésite pas. «Si quelqu'un ne peut pas se payer une connexion internet, c'est toujours mieux d'avoir un accès limité que rien du tout», explique-t-il dans une note sur Facebook, pour défendre son initiative Internet.org. **Source :** L'Express

**Google impose sa loi pour que les sites soient sécurisés**

Pour que le web soit un endroit sécurisé, Google impose un nouveau critère dans le référencement: le certificat SSL (Secure Socket Layer). Il s'agit d'un protocole qui permet d'effectuer une connexion sécurisée à un site web. Concrètement, cela se traduit par l'adresse HTTPS dans votre navigateur et par la présence d'un petit cadenas. Ainsi lorsque vous vous connectez sur un site web, si l'adresse Internet commence par HTTPS, vous pouvez avoir l'assurance que votre connexion est sécurisée et que vos données ne seront pas piratées. Le protocole HTTPS est déjà utilisé pour les transactions financières en ligne comme PayPal, les sites de commerce électronique et a été largement adopté par les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn, Pinterest, Instagram, etc). Fin 2014, la BBC rapportait que 33% des sites sur le Web avaient déjà adopté le protocole HTTPS. **Source:** Le Huffington Post

**Apple Watch: déjà 1 million de précommandes aux États-Unis selon les premières estimations**

Les premières informations sur le début des ventes de l'Apple Watch doivent faire plaisir à Apple. Disponible en pré-commande depuis le 10 avril dernier, la montre connectée aurait enregistré 957 000 promesses d'achats le premier jour aux États-Unis, d'après les calculs du cabinet d'étude de marché américain Slice Intelligence. Ce spécialiste des études de marché dans le e-commerce base cette estimation sur un sondage auprès d'une base de 9 000 consommateurs américains. Pour l'instant, Apple n'a pas communiqué de chiffres officiels à ce sujet. Mais certains spécialistes s'attendent à des déclarations prochainement. **Source:** Le Monde

Michel Pharaon: «Défendre nos frontières, notre mode de vie, notre culture, notre liberté et notre démocratie»

Le ministre du Tourisme est sur tous les fronts pour redynamiser le secteur touristique. Les chiffres sont parlants: 25% de croissance touristique mensuelle depuis juin 2014. La route des Phéniciens et d'autres programmes sont en cours, Michel Pharaon nous en parle.

En octobre dernier, à partir du Caire, vous avez initié le projet de la route des Phéniciens. Est-ce un moyen de fédérer les initiatives touristiques nationales des pays de la Méditerranée? Quels sont les autres objectifs de ce programme?

La route des Phéniciens est un projet important à plusieurs niveaux, et, bien que le Liban en ait été l'initiateur, il a été, par la suite, soumis à la réunion ministérielle arabe de l'Organisation mondiale du tourisme (OIT) qui l'a adoptée. Il a aussi été adopté par plusieurs acteurs, l'Unesco et l'ASCAME. Ce projet appartient à présent à l'OIT et nous pouvons dire qu'il ressemble un peu au projet de la route de la soie. Tous deux englobent plusieurs pays et tout est à faire. La route des Phéniciens a pour objectif de simplifier les informations autour de cette route, de les rendre accessibles au public en créant des programmes domestiques autour de ces produits. Après le lancement, nous organiserons des workshops et, à la demande de Beyrouth, le hub de ce projet restera au Liban. Cela sachant que d'autres projets autour des Phéniciens sont essentiellement développés en Europe. Nous avons aussi eu à ce sujet des réunions intéressantes avec des chercheurs libanais et des responsables de l'Organisation mondiale du tourisme et nous en sommes à nos débuts.

Cette initiative intervient dans une période plutôt morne pour le tourisme régional qui souffre de conflits sécuritaires et d'instabilité politique. Peut-on dire que la route des Phéniciens devrait participer à la renaissance culturelle de la région?

Ce projet prendra un peu de temps sachant que celui la route de la soie a déjà douze ans. Nous avons fixé comme objectif de le lancer beaucoup plus vite. Alors, d'un côté il englobe le tourisme culturel et d'un autre, nous, Libanais, avec un patrimoine et une richesse incalculable dans l'héritage phénicien. Il y a une nécessité de mettre ce dernier à la portée de tous en créant des programmes simples qui permettent de mettre en relief les ri-

chesses culturelles et historiques du pays. Il serait dommage que ce patrimoine ne soit pas assez connu car il a contribué au développement de la civilisation humaine pendant plus de mille ans dans notre région. La Méditerranée est le départ de la civilisation mondiale et européenne et les Libanais qui ont des connaissances ainsi que plusieurs autres pays n'ont pas suffisamment exploité cette route des phéniciens. Dès lors, nous avons beaucoup de choses à faire en ce sens. C'est pour cela que Dr. Taleb Rifaï qui est à la tête de l'OIT et ses collègues étaient très embêtés en voyant le potentiel qui est plus important que d'autres programmes qui ont été développés par l'Organisation mondiale du Tourisme.

ON DIT TOUJOURS QUE NOUS SOMMES SATISFAITS EN PARTIE! LORSQUE L'ON REGARDE LE RESTE DU MOYEN-ORIENT, ON SE DIT ALORS QU'ON S'EN SORT RELATIVEMENT BIEN AU LIBAN

Par ailleurs, au niveau local, vous avez engagé le Liban dans une stratégie basée sur l'écotourisme. En êtes-vous satisfait?

Justement, l'idée aujourd'hui est de suivre le développement du tourisme au quotidien et mois par mois. Néanmoins, nous sommes en train de bâtir des projets dont nous verrons les résultats un peu plus tard, notamment celui du tourisme rural qui englobe l'écotourisme. Les autres programmes en cours concernent le tourisme religieux, le tourisme rural, le tourisme médical et celui la Diaspora. Ces chantiers que nous avons lancés se rejoignent et seront développés sur les deux prochaines années avec un comité qui représentera chacun des programmes énumérés.

Nul doute que le programme de tourisme rural est le plus important et qu'il a un fort potentiel. Pourtant, actuellement il ne représente que 5 à 7% alors qu'il pourrait représenter



Michel Pharaon

plus de 20% de notre tourisme s'il est développé comme il le faut.

Point positif dans cette grisaille, le Liban a réussi à inverser la tendance des trois années précédentes, avec une croissance touristique de 7,6% pour près de 1,3 million de visiteurs en 2014. Votre détermination, et ce en dépit de l'environnement géopolitique fragile en est une des raisons. Commentaire.

Je pense que ma détermination a été renforcée par la détermination de la société civile, des acteurs de ce secteur, des ONG, du secteur privé et des municipalités. Cet enthousiasme nous a permis de lancer la campagne «Live Love Lebanon». Cela a permis de redynamiser les rangs et de remobiliser un maximum de forces en faveur de l'essor du secteur. Rappelez-vous, lorsque je suis arrivé à la tête de ce ministère, il y avait un abattement général et les rangs étaient divisés. Ce qui a joué en faveur de la redynamisation, ce sont aussi des facteurs politiques essentiels: la réussite du plan sécuritaire et l'accord international de protection sécuritaire du Liban. Cela a eu pour conséquence le retour des Libanais de la Diaspora qui, à l'occasion des vacances, sont venus accompagnés d'amis étrangers après deux ans de frilosité pour les raisons sécuritaires que nous connaissons. Cette redynamisation a commencé en juin dernier et s'est poursuivie durant les premiers mois de l'année en cours. Pour le seul mois de mars 2015, nous avons eu 28% de croissance comparée à la même période de l'année dernière. Nous pouvons donc affirmer qu'il y a un rebond de la croissance touristique et de la confiance.

Au Liban, le tourisme est possible mais incertain. La majorité des personnes qui s'y rendent actuellement sont les Libanais de la Diaspora.. Comment rester optimiste dans ce contexte difficile?

On dit toujours que nous sommes satisfaits en partie! Lorsque l'on regarde le reste du Moyen-Orient, on

se dit alors qu'on s'en sort relativement bien au Liban. L'important est d'être à l'écoute de cette grande force vive qui existe dans notre pays et que nous avons réussi à canaliser. Nous avons deux forces actuellement. Celle qui soutient l'armée libanaise et qui est impliquée dans les problèmes politiques et cela est très important. Quant à la deuxième force, dont on devrait garder la flamme allumée, elle désire non seulement défendre nos frontières mais aussi notre mode de vie, notre culture, nos festivals, notre art, notre liberté et notre démocratie. Finalement, défendre nos frontières sans défendre tout cela n'est pas suffisant. Nous nous sommes alors rendu compte qu'il y a une activité invraisemblable et qu'il fallait l'encourager et ne pas la laisser de côté en se disant qu'elle est moins importante que le reste, bien au contraire, elle l'est tout autant. De plus, cela permet une reprise de l'activité économique.

Enfin, grâce notamment aux packages touristiques que vous avez pu obtenir à moins de 1 000 dollars pour les curieux du Liban, quelles sont vos prévisions pour la prochaine saison estivale?

Ceux qui me connaissent savent que je n'aime pas les prévisions! Je dis ce que je dis, fais tout ce qu'il faut faire. Et ensuite le résultat sera le résultat. J'espère que nous aurons une situation cette année à peu près similaire à celle de l'année dernière. Cependant, certains, dans leurs discours, s'emploient à mettre de l'huile sur le feu en permanence. Je les appelle à régler nos problèmes politiques avec l'accord de tous. Nous avons suffisamment de problèmes dans ce pays, il n'est pas nécessaire d'en rajouter en se tirant une balle dans le pied. La virulence dans certains discours est stérile et inutile. ●

Mohammad Machnouk: «Transformer les paroles vertes en actions vertes!»

Malgré un contexte politico-économique incertain et difficile aux niveaux régional et local, le ministre de l'Environnement dresse un bilan plutôt positif du gouvernement de Tammam Salam. Mohammad Machnouk détaille le travail de son ministère en faveur d'un développement durable aux normes internationales.

Le gouvernement Salam, prévu initialement pour cent jours, vient de fêter sa première année au pouvoir. Quel est le bilan que vous dressez au regard des circonstances régionales que nous ne pouvons pas exclure?

Je dresse un bilan plutôt positif avec près de 80 initiatives mises en place concernant les conventions, lois, décrets et stratégies environnementales, ainsi que la gouvernance (nationale - en partenariat avec l'Union européenne -, interne et internationale). Nous avons également été actifs sur le plan de la préservation du capital naturel (la terre, la biodiversité, la zone côtière et les bassins) et de la gestion des risques environnementaux (déchets, pollution industrielle, le changement climatique, préservation de la couche d'ozone, etc.).

On peut dire que tout relève de l'environnement: le bruit, l'air, la pollution et la gestion des eaux usées. Les besoins et les défis sont immenses et chaque citoyen doit agir de manière à préserver l'environnement. Qu'en est-il au Liban?

Nous devons relever beaucoup de défis sachant surtout que le coût annuel de la dégradation environnementale dépasse les 800 millions de dollars (Banque mondiale, 2011) et que le Liban est classé 91e sur 178 pays en termes de performance environnementale (Université de Yale, janvier 2014). Quelques exemples de défis: l'urbanisation anarchique, la gestion des déchets solides et la préservation des ressources naturelles (les cours d'eau, les écosystèmes, les espaces verts, etc.) Le ministère essaye de relever ces défis notamment par le biais des légis-



Mohammad Machnouk

“
LE LIBAN EST UN PAYS QUI NE PEUT FONCTIONNER QU’À TRAVERS LE DIALOGUE, ET DANS UNE «AMBIANCE DÉTENDUE»
”

lations environnementales et de leur bonne application (les études d'impact EIA et SEA, la loi sur les procureurs généraux de l'environnement, etc.). Également à travers des stratégies environnementales adéquates (le plan national des déchets solides, la gestion environnementale intégrée du Qaraoun, le programme relatif à la pollution industrielle, le réseau des stations de contrôle de la qualité de l'air, etc.). Nous travaillons surtout à une sensibilisation environnementale qui vise à transformer les «paroles» vertes en actions vertes.

Quels objectifs avez-vous atteints depuis votre nomination à la tête du ministère de l'Environnement?

Plusieurs objectifs ont été atteints comme ceux mentionnés ci-dessus grâce au soutien du Premier ministre, Tammam Salam, des collègues ministres et députés, des partenaires internationaux (gouvernements et Nations Unies), du secteur privé, de la société civile, des municipalités pionnières ainsi que des médias. Je voudrais ajouter deux autres «exploits» que sont: la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies 69/212 datant du (19 décembre 2014) sur la marée noire de 2006 (en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères) et la feuille de

route pour la stratégie nationale du développement durable (NSDS – www.nsds.pcm.gov.lb) en partenariat avec tous les ministères ainsi que les représentants de tous les secteurs publics, privés et de la société civile.

Tammam Salam a pu créer une ambiance détendue entre les ministres de bords opposés et le gouvernement travaille depuis des mois en l'absence prolongée d'un président à la tête de la République. En quoi cela affecte-t-il concrètement le travail de votre ministère?

Ceci a permis l'adoption de projets clés relatifs à l'environnement et au développement durable, tels que le plan national des déchets (mentionné ci-dessus), la feuille de route concernant la stratégie nationale du développement durable ainsi que tous les autres exemples mentionnés ci-dessus. Je souhaite préciser que le Liban est un pays qui ne peut fonctionner qu'à travers le dialogue, et dans une «ambiance détendue» que le Premier ministre a su si bien prônée...

Plus de 3 400 réverbères à l'énergie solaire ont été installés dans plusieurs régions du Liban depuis juin 2013 dans le cadre d'un don du gouvernement chinois de 3,6 millions de dollars. L'économie d'énergie réalisée est importante. Quelles sont les autres projets en cours?

Cela relève plus des compétences du ministère de l'Eau et de l'Énergie qui a plusieurs initiatives dans ce domaine, ce qui complète les efforts nationaux qui visent à la lutte

Avec la présence de plus d'un million et demi de réfugiés syriens sur le territoire libanais, peut-on dire que le Liban est dans un état d'urgence environnemental?

Cette crise a en effet des impacts environnementaux qu'on ne peut pas négliger: les déchets solides, la pollution des cours d'eau, la détérioration de la qualité de l'air, la nuisance aux écosystèmes et usages du sol. Le ministère a publié un rapport à ce sujet en septembre 2014.

Parlez-nous de la relation de votre ministère avec la Chambre de commerce de Beyrouth.

Nous avons une excellente relation et une étroite collaboration avec la Chambre surtout dans le cadre du projet qui vise à inciter les industries à se conformer aux législations environnementales. Il s'agit du projet LEPAP (Lebanon Environmental Pollution Abatement Project), lancé en 2014 en partenariat avec plusieurs parties (la Banque mondiale, le gouvernement italien, la Banque centrale, le ministère des Finances et de l'Industrie, le Conseil de développement et de la reconstruction, les chambres de commerce, l'Association des industriels, l'Association des banques, etc.).

Issu d'une grande famille beyrouthine et fils du politicien Abdallah Machnouk, qu'avez-vous appris de votre père? Est-ce lui qui vous a donné le goût de la politique?

Certainement... Je dirais qu'il est «my role model». J'ai beaucoup appris de lui, durant toutes les étapes de ma vie, et je continue à le faire jusqu'à ce jour. Face à tout nouveau défi, je me demande ce qu'aurait fait mon père, lui qui était député, et qui fut plusieurs fois ministre. Je me demande quelle aurait été sa vision des choses vu ses valeurs et son attachement à ses valeurs. •

Liban nostalgie...

Même si le Liban d'hier et d'aujourd'hui abat ses compatriotes qui se sentent bien souvent las de vivre dans un pays qui peine à devenir un État de droit sécurisant, prospère, stable et à l'avenir prometteur... Et malgré nos guerres, nos espoirs et nos doutes qui continuent de guetter notre patrie au cœur, il est merveilleux de savoir que ce tout petit territoire riche en histoires fascine toujours nos visiteurs.



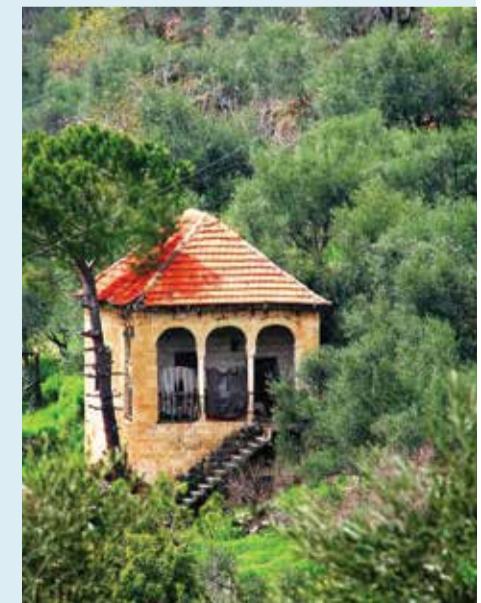
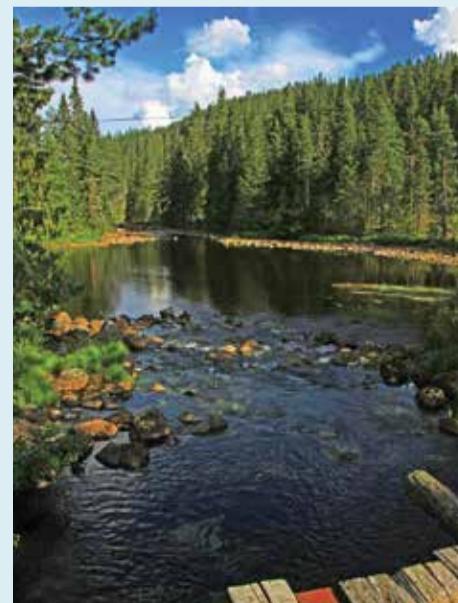
Paru dans L'Orient-Le Jour, dans son édition du 25 septembre 2014, Econews repartage dans ses colonnes le témoignage poignant de vérité d'une jeune fille de 17 ans, Allegra Morabito, fille de l'ambassadeur d'Italie au Liban qui immortalise dans ses lignes son attachement au Liban.

«Et derrière cette chaleur, ses tensions politiques, ses roquettes, ses maladies, ses virus, sa pollution, son embouteillage omniprésent, ses ouvriers qui te sifflent chaque deux mètres en crient «kifik ya helweh», son langage incompréhensible, sa distance qui sépare un endroit de l'autre, son manque de propriété, sa corruption, ses promesses jamais respectées, sa propagande, sa censure, sa discrimination, ses accidents de voitures, ses lois ignorées, ses odeurs variées, ses chansons qui ne cessent de répéter «habibi» et «hayeteh», sa température qui passe de 10 degrés à 30 degrés d'un jour à l'autre, l'absence d'un président, ses ruines oubliées, je sais que le Liban va me manquer. Je sais que devant chaque plat de pâtes, je penserai au taboulé et au fattouche, au kebbé et à la man'ouchéh, à la labné et au hommos, à la limonade et au jellab, au taouk et au kafta, à la fraîcheur des fruits et des légumes, à l'achta et au kneffeh, aux pistaches et aux noisettes. Je sais que ses lumières et ses feux d'artifice quotidiens, sa vivacité et sa gaieté, ses night-clubs et ses restaurants me manqueront. Je sais que les grosses lèvres et les seins qui semblent toucher le sol de certaines Libanaises, le botox excessif et les nez invisibles, retroussés, alimenteront mes moments de tristesse.

Je sais que le mélange de langues dans chaque phrase accompagnée d'un «Hi! Ça va? Chou, tu as fait quoi hier, hayeteh?», les insultes qui occupent 60% des phrases n'accompagnent plus mes conversations. Et, bizarrement, après quatre ans ici, se convaincre d'arrêter d'utiliser «ya3ne», «enno», «an jad», «walaw», «hayeteh»... chaque deux mots sera un combat pour moi. Je sais que de passer chaque jour par chaque quartier et de percevoir le pays du Cèdre et ses 18 communautés religieuses cohabiter en «plus ou moins de tranquillité» sera impossible. Je sais que me réveiller entourée de palmiers et la perspective de la lointaine mer pour après me retrouver encore fatiguée dans la cour du lycée à donner les trois bisous à mes amis, pour enfin savourer une chaude man'ouchéh au zaatar ne fera plus partie de ma routine. Je sais qu'il sera hors de question de trouver un peuple qui t'accueille à bras ouverts, un peuple qui t'offre son amour et sa générosité, sa gentillesse et sa bonté en échange de la simplicité d'un sourire. Je sais que je ne suis pas une poète ni une écrivaine, mais ce que je sais c'est que sur cette terre j'ai bâti quelque chose, quelque chose qui ne pourra jamais être détruit. C'est ici que j'ai vécu les plus belles années de ma vie, que j'ai fait mes plus belles rencontres. J'admire ce peuple qui, malgré les tensions constantes dans le pays, efface ses larmes pour en faire des sourires. Car chaque blessure n'est autre qu'une manière de devenir plus courageux, plus audacieux, plus tolérant.

J'ai appris qu'être musulman, juif, orthodoxe, maronite, druze n'est qu'une étiquette et qu'en réalité nous sommes tous des humains. J'ai appris que le Liban a deux visages: le visage de yachts et de gratte-ciel, de Chanel et d'Aishti, d'Eddé Sands et de Faqra, mais aussi un visage plus délaissé, de pauvreté, de bidonvilles et de camps de réfugiés et de démunis, d'enfants battus et de femmes marginalisées, de brutalité et de souffrance. Et voici la preuve que, pauvre ou riche, ce qui compte vraiment c'est l'âme. J'ai appris à écouter des histoires d'enfants qui ont quitté, forcés, leur pays natal. J'ai appris, en observant la pauvreté impossible à cacher, qu'il faut toujours remercier Dieu pour ce qu'on possède. J'ai appris que l'image des Arabes qu'on a en Occident n'est qu'un stéréotype ridicule et honteux. J'ai appris que sans optimisme et courage la vie ne peut pas continuer. Je n'ai autre qu'à ajouter un grand choukran, merci, thanks pour avoir fait de ces quatre ans un séjour incroyable qui m'a permis d'ouvrir les yeux sur la réalité et sur un peuple si différent du mien.

J'ai appris que la beauté d'un pays ne réside pas uniquement dans ses monuments exagérés, son luxe et son niveau de développement, mais essentiellement dans son peuple. Merci, thanks, choukran d'avoir fait de ce pays, que je détestais tant au début, ma deuxième maison, ma deuxième mère. Merci, thanks, choukran car du parcours que j'ai fait, vous ne l'avez nourri que de joie et de bonheur. Votre «grand et glorieux chef-d'œuvre, c'est vivre à propos». Bhebbak ya Loubnan, you will be missed. Au revoir et non pas adieu». ●



L'Union pour la Méditerranée: un projet d'avenir en phase de résurrection

D'un projet ambitieux similaire, à la base, à celui de Robert Schuman et Konrad Adenauer – pères fondateurs de l'UE - l'Union pour la Méditerranée (UpM) est désormais une «simple» plateforme de coopération entre 43 pays européens et du pourtour méditerranéen. Mais loin d'être morte, elle continue de constituer une promesse d'avenir pour une union d'une plus grande ampleur, tandis que plusieurs dizaines de projets ont été lancés au cours des deux dernières années. Le Liban est concerné par un tiers de ces initiatives. Éclairage.

L'Union pour le Méditerranée (UpM), fondée en 2008, comme suite logique au processus de rapprochement euro-méditerranéen entamé il y a plus de vingt ans par l'Europe, tente depuis quelques temps de redynamiser son œuvre, après un difficile démarrage. Imaginée et placée par l'ancien président de la République française, Nicolas Sarkozy, au même niveau que l'Union européenne, celle-ci est finalement devenue, plus modestement, une plateforme de coopération entre les pays des deux rives de la Méditerranée, s'inscrivant ainsi dans la continuité du processus de Barcelone engagé en 1994.

Quatre facteurs expliquent ce dégonflement : les craintes, côté européen, notamment allemand, d'un empiètement sur l'unité de l'Europe, le manque d'emprise des pays concernés, la crise économique internationale de 2008 - suivie de celle de la dette en Europe - ainsi que les conflits non résolus dans plusieurs zones de cet espace «commun».

Si son rôle a été revu à la baisse, l'UpM ne chôme pas pour autant, contrairement à ce que certains peuvent croire.

Depuis quelques temps, elle multiplie, en effet, les initiatives, les rencontres et les projets.

Pas plus tard qu'il y a deux semaines, une réunion de haut niveau a rassemblé une centaine de représentants du secteur privé à Barcelone, à laquelle a, d'ailleurs, pris part le président de la Chambre de commerce de Beyrouth, Mohamed Choucair.

Six réunions ministérielles sectorielles se sont, en outre, tenues entre 2013 et 2014, tandis que des rencontres de travail autour de stratégies transversales communes ont rassemblé plus de 2 500 acteurs l'an dernier (*Lire par ailleurs*).

TRENTE PROJETS LABELLISÉS DE QUATRE MILLIARDS D'EUROS

Au niveau des projets, leur nombre s'élève désormais à 30, contre 20 l'an dernier, approuvés par l'ensemble des 43 pays de l'UpM (qui regroupe 28 pays européens, neuf pays méditerranéens arabes, la Turquie, Israël et les Balkans). Parmi ces projets «labelisés», 12 ont déjà été lancés, tandis qu'une grande partie des 18 restants devraient être lancés durant l'année en cours. Par ailleurs, 80 autres projets sont actuellement à l'étude.

Preuve d'un renouveau et d'un dynamisme, la valeur totale des 30 projets actuellement «labelisés», dont 10 ont été approuvés début 2015, s'élève à 4 milliards d'euros.

En parallèle, de nouveaux partenariats financiers ont été conclus depuis 2013, avec la Norvège, la Suède, la Finlande et la Suisse, tandis qu'une attention particulière est accordée au développement des relations avec les institutions financières internationales (SFI, etc.) et les bailleurs du Golfe afin de maximiser les chances d'exécution des plans conçus.

Parmi ces derniers, figurent plusieurs projets liés à l'infrastructure, dans l'optique d'une plus grande intégration régionale, dont le parachèvement de l'axe central de l'autoroute Transmaghrébine par la construction de deux tronçons, à partir de 2016, l'un de 80km en Tunisie et l'autre de 22km au Maroc. D'un coût total de 670 millions d'euros (dont 120 millions financés par la Tunisie), ce projet, prévu de s'achever en 2020, devra connecter trois pays du Maghreb et sera étendu dans une deuxième phase aux autres pays de la région. Plus de 80 millions d'habitants sont concernés, tandis que l'impact prévu sur la croissance sera, sans doute, important.

Un autre projet d'envergure concerne la construction de la ligne de chemin de fer jordanienne reliant le Nord et le Sud depuis la frontière avec la Syrie jusqu'au port d'Aqaba (509km). Celui-ci a vocation à s'intégrer dans un futur réseau ferroviaire régional. L'achèvement de la première partie du réseau est prévu en 2020. Quant au coût global, il s'élève à 2,1 milliards d'euros, en incluant les embranchements vers l'Irak et l'Arabie saoudite, dont environ 300 millions financés directement par la Jordanie.

Ces deux projets s'inscrivent dans l'objectif stratégique et primordial de l'UpM de ressusciter l'intégration régionale, la Méditerranée étant l'une des régions les moins intégrées au monde. Le commerce intra-régional ne dépasse pas, en effet, 5% des échanges des pays de la rive Sud - seulement 3% dans le Maghreb - contre 20% en Asie et Amérique latine et 15% en Afrique sub-saharienne.

RÔLE DE LA FEMME ET EMPLOIS DES JEUNES

Dans le domaine du développement économique et social, les projets de l'UpM visent notamment à renforcer le rôle de la femme en Méditerranée et à promouvoir la culture de l'entrepreneuriat ; l'objectif est d'augmenter le taux d'activité moyen des femmes au Sud et à l'Est de la Méditerranée, estimé aujourd'hui entre 20 et 25% de la population active, mais aussi de soutenir les PME, qui représentent plus de 95% du tissu privé et constituent ainsi un vecteur essentiel de développement.



Concrètement, plusieurs milliers d'étudiantes ont déjà participé aux activités engagées à ce niveau, tandis que le Centre de Développement Euro-Méditerranéen pour les PME, lancé en octobre 2014, apporte une assistance technique aux entreprises dans quatre pays de la région (Tunisie, Maroc, Égypte et Jordanie), grâce à une enveloppe financière de 3 millions d'euros.

Toujours dans ce registre, d'autres initiatives telle que « MedforJobs » sont mises en place pour faciliter l'accès des jeunes à l'emploi. Celles-ci sont accompagnées, dans le domaine de l'Enseignement supérieur, par des projets de rapprochement entre les universités, et d'amélioration de la mobilité et de l'employabilité des étudiants, à travers notamment un programme de stages méditerranéens développés avec le secteur privé. L'université euro-méditerranéenne de Fès constitue, à cet égard, l'un des pivots essentiels. Elle devrait accueillir à l'horizon 2024 environ 6 000 étudiants de toute la région. Le projet de construction du campus a débuté en mars 2015 et devra coûter 110 millions d'euros.

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Au niveau du développement durable, l'UpM tente de lutter contre la dégradation de l'environnement, dont le coût économique est estimé entre 3 et 6% du PIB national annuel moyen des pays de la Méditerranée. Une réunion ministérielle sur le changement climatique des pays de l'UpM a ainsi été organisée à Athènes en mai 2014 en amont du Sommet de Paris sur le climat fin 2015. En parallèle, des projets concrets sont mis en œuvre, dont celui de la dépollution du lac de Bizerte en Tunisie. D'un coût total de 90 millions d'euros, totalement financés par la Banque européenne d'investissement (BEI), ce projet, prévu d'être lancé en 2015, est d'une durée de cinq ans.

La construction d'une usine de dessalement dans la bande de Gaza, où 95% des ressources hydrauliques ne sont pas aptes à la consommation, est un autre projet dans cette arène.

D'un coût de 310 millions d'euros, financés à moitié par les pays du Golfe (l'autre moitié étant assurée par la BEI, la Banque mondiale et la Commission européenne), il sera également achevé à l'horizon 2020. Un troisième projet est celui de la création d'une ferme éolienne à Tafilah en Jordanie, lancé en février dernier (209 millions d'euros sur une période de 21 mois), qui s'inscrit, par ailleurs, dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et du partenariat public-privé (PPP).

LE LIBAN ET L'UPM: ONZE PROJETS COMMUNS

Le Liban fait partie des neufs pays arabes méditerranéens membres de l'UpM et se situe, par conséquent, au cœur de l'action menée par l'Union. Concrètement, le pays du Cèdre est concerné par onze projets parmi les 30 actuellement labellisés, dont le coût total s'élève à 152 millions d'euros. Six projets ont déjà été lancés, d'une valeur de 132 millions d'euros.

«Generation Entrepreneur» est l'un de ces projets labellisés. Il vise à soutenir et à développer un écosystème entrepreneurial à travers la formation de 79 000 élèves des cycles primaire et secondaire aux outils de création d'entreprises. Il concerne cinq autres pays, dont l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie et le Maroc. Approuvé en octobre 2013, dans le cadre de l'initiative Med4Jobs, il est promu par l'ONG INJAZ Al-Arab, et devrait créer à terme 500 emplois. Le projet n'a toutefois toujours pas été lancé.

Quant au projet «Mediterranean Water Knowledge Platform», labellisé en avril 2014 et promu par l'Office International de l'Eau et l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME), il vise à faciliter la production et le partage d'information sur le secteur de l'eau dans six pays pilotes: la Jordanie, le Liban, le Maroc, Monaco, l'Espagne et la Tunisie. Pour l'instant, celui-ci a été uniquement mis en œuvre en Tunisie.

Toujours dans le domaine hydraulique, le Liban fait partie d'un projet

approuvé fin 2014, «Capacity Building Programme on Water Integrity in the Middle East and North Africa», qui vise à renforcer les capacités humaines en matière de gestion des ressources hydrauliques. Promu par le Stockholm International Water Institute (SIWI), ce programme de quatre ans entièrement financé par SIDA (Swedish International Development Cooperation Agency),

à hauteur de 2,3 millions d'euros, sera lancé cette année en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie. Parmi les partenaires locaux de ce projet, figure l'«Issam Fares Institute for Public Policy and International Affairs».

Le Liban fait également partie des pays concernés par le Partenariat dans la recherche et l'innovation en région médi-

terranéenne (PRIMA) dont l'objectif est d'optimiser les systèmes alimentaires et les ressources hydrauliques dans la région.

Enfin, dans le domaine de l'émancipation féminine, le Liban a bénéficié l'an dernier du programme «Skills for Success» promu par AMIDEAST, dont l'objectif était de soutenir 450 jeunes

femmes défavorisées dans l'acquisition d'outils pratiques et de compétences nécessaires pour accéder au marché du travail, tels que l'apprentissage de l'anglais, des connaissances en informatique, etc. Le projet a été mis en œuvre au Maroc, en Jordanie et au Liban en 2014. Les participantes ont assisté à 320 heures de formation entre septembre et décembre 2014.

LE LIBAN CONCERNÉ PAR ONZE PROJETS, DONT SIX DÉJÀ LANCÉS

NOM DU PROJET	Date de labellisation	Date de lancement	Secteur	Promoteur	Statut actuel
Skills for Sucess	28/06/2012	26/03/2014	Social/Emplois	Amideast	En cours d'exécution
Overcominggovernance challenges for the mobilization of financing in the water sector	09/07/2011	28/05/2013	Environnement	OCDE et GWP-Med	Levée de fonds
Higher Education on Food Security & Rural development	04/12/2012	02/10/2014	Enseignement supérieur & Recherche	Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM)	Levée de fonds et soutien au promoteur, en vue de l'exécution
High Opportunity for Mediterranean Executives Recruitment	04/12/2014	17/03/2015	Enseignement supérieur & Recherche	Réseau méditerranéen des Écoles d'Ingénieurs (RMEI)	Levée de fonds et soutien au promoteur, en vue de l'exécution
Establishment of a Regional Platform for the Development of Culture and Creative Industries and Clusters in the Southern Mediterranean Countries	02/06/2014	17/10/2014	Développement des affaires	UNIDO	Levée de fonds et soutien au promoteur, en vue de l'exécution
Université euro-méditerranéenne de Fès / Euro-Mediterranean University of Fes (UEMF)	28/06/2012	22/09/2014	Enseignement supérieur & Recherche	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation des Cadres du Maroc (MESRCFC)	Levée de fonds et soutien au promoteur, en vue de l'exécution
Capacity Building Programme on Water Integrity in the Middle East and North Africa	04/12/2014	-	Envrionnement	Stockholm International Water Institute (SIWI)	Début d'exécution
BlueGreen - Networking civil society in the mediterranean region through environment and water issues (IUCN)	02/06/2014	-	Envrionnement	MIO-ESCDE	Levée de fonds
Towards a Mediterranean Knowledge Platform on Water (MWKP)	07/04/2014	-	Envrionnement	Office Internationalde l'Eau/ IME	Levée de fonds et soutien au promoteur, en vue de l'exécution
Generation Entrepreneur (M4J)	03/10/2013	-	Développement des affaires	InjazAlarab	Levée de fonds et soutien au promoteur, en vue de l'exécution
Developing Women Empowerment (DWE)	16/12/2011	-	Social/Économique	Fondation des Femmes de l'EuroMéditerranée	Levée de fonds et soutien au promoteur, en vue de l'exécution

Source: UpM

Mohamed Choucair participe à la réunion de Barcelone sur la croissance inclusive et la création d'emplois en Méditerranée

Le président de l'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée (ASCAME), Mohamed Choucair, a assisté les 14 et 15 avril derniers à une rencontre de haut niveau à Barcelone sur le rôle du secteur privé dans le renforcement du partenariat euro-méditerranéen, initiée par le Secrétariat de l'UpM conjointement avec la Commission européenne.

Cette rencontre, qui a réuni plusieurs dizaines de représentants du secteur privé, des organisations internationales et régionales, ainsi que des institutions financières internationales (IFI), a eu lieu immédiatement après la Conférence ministérielle informelle, tenue le 13 avril dernier au Palais de Pedralbes, siège de l'Union pour la Méditerranée, dans le but de débattre de l'avenir de la Politique européenne de voisinage (PEV). L'objectif de la réunion était d'obtenir un intérêt mutuel entre l'UE et les partenaires du Sud, principalement sur les questions suivantes: le rôle du secteur privé dans la région pour favoriser une croissance inclusive, le partenariat public-privé (PPP) et l'économie informelle.

Mohamed Choucair a insisté à cette occasion sur la volonté du «secteur privé de participer activement aux responsabilités nationales et régionales», ainsi que sur l'importance du PPP.



L'UpM permet, selon lui, de «rassembler autour d'une même vision toutes les plateformes socio-économiques de la Méditerranée et de décupler le résultat par la cohérence de l'action». Le président de l'ASCAME a rappelé que l'Association «coordonne son action avec l'UpM». Ainsi, «quand les efforts pour créer un arbitrage méditerranéen se sont tassés, l'ASCAME a établi les conditions pour l'homologation des centres, en attendant que l'UpM reprenne le projet», a-t-il rappelé à cet égard.



En marge de la réunion de Barcelone

«L'union des projets profitera à l'ensemble des pays, en créant une entité homogène capable d'envisager sereinement l'avenir». Avec cette «jonction entre l'UpM et la nouvelle Politique européenne de voisinage (NPEV), l'Euromed est devenue une réalité capable d'occuper le devant de la scène mondiale», a-t-il ajouté.

«L'efficacité de l'action est essentielle afin d'améliorer les conditions socio-économiques des pays du sud et de l'est de la Méditerranée». Il faut tenir compte de la nécessité d'améliorer la productivité des pays bénéficiaires», a conclu le président de la CCIA-BML.

Plus de 350 exposants et près de 15 000 visiteurs au salon Horeca

Gourmets, curieux, spécialistes des métiers de bouche... Ils étaient tous au rendez-vous de la 22e édition du salon de l'hospitalité et de l'industrie alimentaire Horeca. Avec pour invité d'honneur cette année, le chef Frédéric Anton, triplement étoilé au guide Michelin. Une fois encore, Horeca, a tenu ses promesses d'excellence, de partage et de découverte et bien davantage.



C'est en présence du parrain de l'événement, le ministre du Tourisme, Michel Pharaon, que le coup d'envoi de la 22e édition du salon des métiers de bouche, Horeca, a été donné le 20 avril dernier. Jusqu'au 23 avril, les curieux, les gourmets et les acheteurs se sont tous donné rendez-vous au Biel à Beyrouth pour vibrer au rythme des saveurs culinaires et gustatives et découvrir toutes les dernières tendances en matière d'hospitalité.

UNE DES EXPOSITIONS LES PLUS IMPORTANTES DE LA RÉGION

Pour couper le ruban d'ouverture, Joumana Dammous-Salamé, directrice générale de Hospitality Services et organisatrice de l'événement était notamment entourée de son père et associé, Nouhad Dammous, grand nom de l'univers de l'hospitalité et de l'industrie alimentaire, du ministre du Tourisme, Michel Pharaon, de l'ambassadeur de France au Liban, Patrice Paoli, du président de la Fédération des Chambres de commerce du Liban, Mohamed Choucair et d'autres officiels et personnalités du secteur.

«Ce salon regroupe tous les gourmets de la nourriture et de l'hospitalité. C'est l'une des expositions les plus importantes au Liban et dans la région», a déclaré le ministre du Tourisme à cette occasion. «Au moment où nous inaugurons ce salon, l'armée libanaise et les forces de sécurité exécutent un plan de sécurité à Tripoli, et nous souhaitons que le calme et la sécurité soient rétablis dans cette ville», a-t-il ajouté. Michel Pharaon a aussi souligné que la sécurité et le tourisme étaient «des jumeaux inséparables». «Le tourisme est le pétrole du Liban», a-t-il conclu.

A son tour, Joumana Dammous-Salamé, a souligné l'encouragement et le soutien des talents et de jeunes professionnels locaux dans le domaine de l'hospitalité grâce à diverses compétitions de HORECA. «L'objectif de l'événement de cette année sera sur l'appréciation des compétences et l'innovation, ainsi que récompenser la créativité et l'art de la cuisine libanaise et des chefs libanais les plus importants, qui à travers leurs recettes prendront leurs réalisations au-delà des frontières», a-t-elle affirmé.

Des centaines de professionnels de l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration ont aussi afflué, avec près de 350 exposants venus de tout le Liban, de la région MENA et d'Europe. Avec une surface de 15 000 m², HORECA a présenté trois spectacles comprenant le Salon international de l'hospitalité et des services alimentaires, le Salon international de l'industrie alimentaire et le Beyrouth International Wine and Drinks Fair.



Joumana Dammous-Salamé entourée d'officiels pour couper le ruban

Joumana Dammous-Salamé: «Ne pas oublier que le Liban est aussi un puits de talents»

À la veille de l'ouverture du salon, son organisatrice, la pétillante Joumana Dammous-Salamé nous a accueillis pour nous parler de cette 22e édition et de ses attentes.

Quid de cette nouvelle édition?

Elle est magnifique! Nous avons 350 exposants et près de 15 000 visiteurs attendus et une quarantaine d'experts internationaux, le double comparé à l'année dernière. Au programme aussi: une série de conférences, notamment Med Diet, en coopération avec la Chambre de commerce de Beyrouth et la journée de Sécurité alimentaire organisée par le Syndicat compétent. Nous avons aussi nos conférences quotidiennes, des compétitions, notamment le concours de cuisine avec l'Académie nationale de gastronomie française en présence d'invités prestigieux: le chef Frédéric Anton, triplement étoilé au guide Michelin, la chef étoilée montante Christelle Brua et le chef de l'Élysée. Aussi, nous avons des chefs en provenance des pays méditerranéens et du monde arabe. Beaucoup d'événements, des dégustations quotidiennes de vins, des experts du vin qui choisiront leur coup de cœur. Avec plus de 40 producteurs libanais d'huile d'olive exposants, des experts y goûteront, couronnés par un concours d'huile d'olive. Depuis l'année dernière, deux nouveaux concours sont consacrés à l'art du service, celui du Meilleur barista et de l'armée». L'innovation de cette année est le concours du service dans les chambres d'hôtels dédiées aux housekeepers. Chaque ministre a aussi sa journée officielle.

Objectif d'Horeca?

En tant qu'exposition, Horeca est avant tout un lieu de rencontres, d'échanges et de partage entre tous les professionnels et acteurs des métiers de bouche. C'est l'occasion de découvrir les nouvelles tendances du secteur et de préparer l'avenir. Nous avons aussi une clinique d'experts qui permet d'obtenir des conseils et une expertise gratuite. Et surtout, nous mettons en valeur le savoir-faire libanais.

En tant que compétition, ce salon permet de découvrir de nouveaux talents que nous mettons en lumière car, finalement, il ne faut pas oublier que le Liban est un puits de talents et Horeca sert principalement à les mettre en avant, à leur apporter davantage d'expertise et une plateforme qui fera rayonner notre savoir-faire. Ce Liban, qui malgré tous les obstacles, conserve un goût et un savoir-faire qui s'exporte et nous en sommes fiers. Horeca est aussi une vitrine pour tous les produits libanais, pour notre industrie. Nous avons ce rôle et cette responsabilité! À ce sujet, le Syndicat des producteurs agro-alimentaires, avec l'Association des industriels sous l'égide du ministère de l'Industrie ont créé un programme d'acheteurs très important dont le message est: «Venez voir les produits libanais».

Qu'en est-il de vos soutiens?

Je souhaite saluer la grande mobilisation et les grands efforts de lobbying entre les secteurs public et privé en faveur de la réussite de cet évènement. Le ministre du Tourisme, Michel Pharaon, parrain de cette édition n'a pas tarî de soutien, il a été à nos côtés à 100% pour nous faciliter les choses. Malgré le vide présidentiel, les ministères ont joué leur rôle et nous ont servi totalement. Également, je tiens à remercier la présence efficace des ministres de l'Économie et du Commerce et de l'Industrie ainsi que notre partenaire très impliqué, le président de la Chambre de commerce de Beyrouth. J'ai ressenti une très belle énergie de la part de tous les acteurs pour faire avancer les choses et nous soutenir.

Quel est votre sentiment à la veille de l'ouverture?

Je suis heureuse de voir que malgré les difficultés énormes par lesquelles nous passons, la volonté de faire avancer les choses est au rendez-vous et un vrai dialogue s'est instauré entre les secteurs public et privé pour encourager notre initiative. Un dialogue qui doit encore se renforcer entre les différents secteurs car encourager de telles initiatives est le seul moyen de nous dépasser! Ce salon et le soutien accru qu'il a reçu prouvent que le secteur des métiers de bouche, de l'hospitalité est très important, vif et dynamique, vibrant, intéressant et riche!

MedDiet: l'ASCAme et la Chambre de commerce de Beyrouth soutiennent ensemble la diète méditerranéenne

En parallèle d'Horeca, s'est tenu le 21 avril dernier l'événement MedDiet Mashrek-International Capitalisation, organisé par la Chambre de commerce de Beyrouth et l'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée (ASCAme). Ce rendez-vous s'inscrit dans le cadre du projet MedDiet - sur la diète méditerranéenne et l'amélioration des produits alimentaires traditionnels - financé par l'Union européenne à travers le Programme IEVP CT MED.

Selon la définition adoptée par l'Unesco, «la diète méditerranéenne est un ensemble de savoir-faire, connaissances, pratiques et traditions qui vont du paysage à la table, y compris les cultures, la récolte ou la moisson, la pêche, la conservation, la transformation, la préparation et, en particulier, la consommation d'aliments».

Dans son discours d'ouverture, le président de l'ASCAme, Mohamed Choucair a notamment déclaré: «Avec la prolifération de la restauration rapide, qui fait désormais partie de l'agenda de tous, combinée aux diverses maladies, notamment les maladies chroniques, nous voyons le monde se déplacer vers l'adoption d'une alimentation saine et qui protègerait les citoyens». «Des études ont montré que le régime de santé de la Méditerranée est le meilleur pour la santé humaine, et c'est une bénédiction pour le Liban, qui se caractérise par la diversité de sa cuisine», a-t-il ajouté. Il a aussi considéré que «ce projet mis en place par la Chambre de commerce de Beyrouth avec le financement de l'Union européenne, est un objectif noble, et qu'il se poursuivra en partenariat avec les secteurs public et privé pour mettre en place un centre de formation à la sécurité alimentaire qui permettra aux institutions privées qui travaillent dans ce secteur de s'engager en respectant les normes internationales en matière de sécurité alimentaire».

Pendant l'événement, la déclaration MedDiet a notamment été signée par les institutions qui soutiennent la diète méditerranéenne et des certificats ont été remis à plusieurs restaurants qui suivent le régime méditerranéen par la Chambre de commerce de Beyrouth.

Un début de printemps aux cimes enneigées



Après une saison de ski quasi inexistante l'année dernière, il était bon de voir les nacelles des télésièges pleines à craquer et des Libanais masqués et ravis par cette saison 2015 plus que prometteuse, avec un retour en force de la neige sur les cimes. En ce début de printemps, il était à la fois possible jusqu'à début avril de skier et de nager comme le dit l'adage promotionnel de notre unique et drôle de pays. Soleil et proximité des six stations ont fait la joie des fans de ski.

À Faraya, qui culmine à 2 500 m d'altitude, les routes étaient à nouveau envahies par les amateurs de sports d'hiver. Après un hiver rude cette année et riche en tempêtes aux noms diverses et variés, les Libanais de tous les âges ont pu profiter de la neige et de la beauté des montagnes libanaises qui, malgré toutes les intempéries politiques et sécuritaires, résistent encore. Et même si les hôtels de la capitale ne connaissaient qu'une légère amélioration, avec un flux touristique en légère augmentation, les hôtels de montagne, quant à eux, affichaient plus que complets et étaient heureux de compenser un peu leurs pertes des années précédentes.

«Nous n'avions aucune chambre de libre depuis le début de la saison», confie Salam, réceptionniste d'un hôtel réputé de la région de Faraya Mzar. Selon Georges Akiki, membre du Syndicat des propriétaires d'hôtels, «les taux de réservations dans les hôtels ont augmenté de 75% dans la dernière semaine du mois de mars sachant que la saison avait débuté à la mi-janvier 2015». Il a cependant souligné que «les seuls à remplir les chambres d'hôtels et les appartements meublés étaient les Libanais du Liban, à condition que le climat le permette». «En semaine, c'était plutôt calme», précise-t-il. Quant aux touristes des pays arabes et du Golfe, selon ce dernier «ils se comptaient sur les doigts d'une main».

Une restauratrice de la station de ski Zaarour s'est quant à elle dite très satisfaite de la saison qui a permis de compenser nos pertes comparativement aux deux dernières années emplies de sécheresse». Elle a aussi ajouté «qu'elle a vu de nouveaux visages dans la station». Une station qui est de plus en plus montante, car notamment plus proche de la capitale et avec des infrastructures et des services plus variés.

Hicham A. a quant à lui confié qu'avec sa femme et ses deux enfants, ils ont dû faire un aller-retour Beyrouth-Faraya pour profiter des cimes enneigées. «C'était pourtant le jour de la fête des professeurs, c'était le seul jour où je pouvais prendre congé de mon emploi. Or nous n'avons pas pu trouver une seule place

Quid des stations de ski au Liban

Les Cèdres. Située en bordure d'une forêt millénaire, et au pied du plus haut sommet du Liban, Qornet el-Saouda (3 088 m), est la plus ancienne station du pays. Aujourd'hui, celle-ci est équipée de six remonte-pentes dont un grimpe jusqu'à 2 850 m.

Ouyoune el-Simane. Plus connue sous le nom de Faraya-Mzaar, c'est la station la plus moderne et la plus étendue du Proche-Orient. Avec 42 pistes, sur 80 km et 18 remontées mécaniques, elle accueille jusqu'à 5 000 skieurs par jour. À partir du sommet du Mzaar (2 465m), on peut profiter de vues imprenables sur la Békaa, le mont Hermon, Laqlouq, les Cèdres et les villes côtières.

Laqlouq. Petite station à 28 km de Jbeil, elle se caractérise par son calme et son ambiance familiale. C'est l'endroit idéal pour les amateurs de ski de fond. (neuf remonte-pentes).

Faqra Club. L'un des premiers clubs de ski privés du monde. Le projet est né en 1974. S'il profite d'une excellente exposition nord-ouest, il souffre parfois de manque d'enneigement. (quatre remonte-pentes).

Zaarour. Centre de ski privé réservé aux membres et à leurs invités. Située sur le flanc est du mont Sannine au Metn, c'est la station de ski la plus proche de Beyrouth (35 km). (six remonte-pentes).

QanatBakiche. Face aux montagnes de Sannine, elle est située à cinq minutes du village de Baskinta et de ses forêts de pins-parasols entourant les vieilles maisons libanaises. (cinq remonte-pentes).

dans un hôtel ne serait-ce que pour une nuit, nous qui voulions passer le week-end en famille», raconte-t-il. Quant à Vera B., trentenaire célibataire férue de ski, elle a précisé qu'elle avait réservée une chambre d'hôtel des mois à l'avance espérant que le climat permettrait une saison de ski. «Même si j'ai pris un risque en réservant ma chambre à la saison, pour tous les week-ends de janvier et de février, sans être certaine que le climat le permettrait et même si j'ai dû payer en avance, je ne regrette pas d'avoir tenté le coup, j'en suis même ravie», explique-t-elle.

Charbel Salameh, président de la Fédération nationale de ski: 2015 était une vraie saison

Après une saison de ski quasi inexistante en 2014, êtes-vous satisfaits?

2015 a très bien commencé même si nous avons pu observer une semaine à la mi-février avec moins de poudreuse. Mais avec la tempête qui s'est abattue en force sur le Liban, les cimes sont restées enneigées et toutes les pistes sont restées ouvertes au public jusqu'à fin mars. On peut assurer que la saison de ski a repris en force. Toutes les pistes étaient prêtes pour les skieurs et je peux affirmer qu'elles sont superbes. La saison a commencé le 12 janvier dernier. Cette année est beaucoup plus florissante que les années précédentes surtout comparée à celle de 2014 qui était plutôt aride et sans pluie.

Qui sont les skieurs? Quelle clientèle?

La demande est très forte cette année, au niveau de la clientèle locale en particulier, une clientèle qui est présente en force dans tous les hôtels de la montagne et dans les chalets loués à la saison. Le seul bémol de la saison actuelle c'est qu'il nous a manqué des touristes. Tout est plein, les hôtels, les restaurants et les stations libanaises...

Qu'est-ce qui manque?

Tout le monde y met du sien pour améliorer les stations de ski du pays. Nous avons essayé tout au long de cette saison 2015 de combler les manques. Nous travaillons pour améliorer les choses en coopération avec le ministère du Tourisme qui appelle notamment à un peu plus de sécurité et d'infrastructures mises en place pour les citoyens.

Qu'en est-il de la protection des citoyens en cas d'accident sur les pistes?

Nous coopérons étroitement avec l'armée libanaise pour accélérer l'aide en cas de sinistre, trouver un hélicoptère et apporter le soutien nécessaire.

Quels ont été les objectifs de la Fédération nationale de ski que vous présidez pour cette saison et qu'attendez-vous du gouvernement?

Je préside depuis trois ans la Fédération nationale de ski et nous déployons nos efforts en faveur de l'amélioration toujours des pistes et des domaines skiables. Le gouvernement fait ce qu'il peut. J'en profite pour saluer les efforts déployés par les ministres respectifs des Sports et du Tourisme, pour nous accompagner dans cette tâche. Nous sommes également en train de miser sur les moniteurs de ski, sur leur formation pour qu'ils puissent avoir davantage de diplômes reconnus par la Fédération libanaise de Ski.

Vous encouragez les champions libanais, jeunes pouces et adultes?

Le calendrier de participation aux championnats étrangers a été très chargé cette année. Nous avons participé au championnat des «16 cup» pour les petits pays et au Championnat du monde du Colorado. En mars, le Liban a aussi participé au Championnat asiatique enfant en Corée. Au niveau de la compétition locale, nous sommes aussi très actifs: le championnat du Liban de snowboard adulte a eu lieu fin février à Laqlouq, et au refuge, à Faraya nous avons organisé une compétition pour les poussins, les tout petits.



Toufic Daboussi: balanced development is a must for Tripoli and North-Lebanon

The new president of the Chamber of Commerce of Tripoli and North Lebanon shares in our columns his program and plan of actions in favor of the development of the economy and businesses in the North. Toufic Daboussi welcomed the economic organizations, Bank of Lebanon and public authorities for their continuous support toward the improvement of economic activities in the region.

Tripoli's economic recovery is in the heart of talks of politicians and economists. What are your goals, as President of the CCIAT, to improve the economy of the North and Tripoli in particular?

First of all, I would like to clarify that since the security situation has settled down in Tripoli and other northern areas, the socio-economic climate has become positive in comparison with years of security chaos that prevailed in the region for too long.

It is true that there are common interests between stakeholders of both the public and private sector in relation to development issues, nonetheless, economic and social conditions call for a well planned strategies and SWOT analysis in view of defining the strengths of Tripoli and the neighboring regions. In this framework, concerned public and private authorities must seek to introduce amendments to the overall legislation governing the facilities and institutions on one hand, in addition to the need to modernize and develop such legislation on the other hand.

I would like also to emphasize that I rely on the analysis of the private sector regarding the general economic situation, the provision of facilities to investors, and securing the high interests of businessmen.

Let's be realistic: "security and stability" is a strategic choice because as we all know there is no economic prosperity and social progress without the establishment of security. Despite the deteriorating security situation in the North, we did not spare our efforts to enhance



Toufic Daboussi

economic organizations at the national level for the advancement of vital projects in Tripoli and neighboring towns and this even in the darkest days.

It is our belief that the development of Tripoli and the North region is a national responsibility. A point that has been adopted thankfully by the economic organizations and authorities through a declaration of solidarity with Tripoli in a meeting which was the first of its kind held in February 2014. In this declaration, the economic organizations proclaimed their full sympathy with the city and people of Tripoli in their distress, strongly condemning and denouncing bombings occurred in the city in renewed violence rounds in light of political clashes and strikes that destroy the unity of the tripolitan community, impeding the

process of growth and prosperity of the city.

These organizations also expressed their deep sympathy to the ancient city of Tripoli, with its rich patrimonial history. They also decided to combine their efforts in order to drive out the historical city of its setback, particularly since it embraces a cultural heritage that must be preserved and protected, suggesting the formation of a «Committee» to work on reinstating the glow of this city with its well reputed facilities and institutions, particularly the Rashid Karami International Fair, and look forward to have an airport to enhance the vitality of its commercial activities, and to nominate founding and key members of the Committee for the preservation of cultural heritage of Tripoli from economic bodies in order to have a pivotal role within its scope.

The city of Tripoli, whose residents have constantly protested against violence, suffers from poverty, lack of investment and high levels of unemployment. In this context, which sectors are still in good shape economically? And are you optimistic for the near future?

In response to this question, I would like to clarify a very important fact, which is the result of my conviction, and a deep faith that our city and all neighborhoods cannot be an incubator of terrorism! There may be a youth segment tempted by violence; however, and in spite of this behavior, I would like to note that we are responsible for those marginalized social groups because we have not been able to work on the implementation of development plans, programs and projects that help create jobs for these segments.

Therefore, I can say we are humanly, socially and morally responsible for providing them with an environment that could fulfill their aspirations to live in dignity; and I think it is the most appropriate formula for guiding their choices from the better to the best. I do not want to simplify things

because I do not want to ignore the negative effects of the tragic events and insecurity experienced by the neighboring Arab countries.

As for the notion of poverty, I would publicly proclaim that I'm not with this hypothesis because poverty hits only ten percent (10%) of the social groups in Tripoli, and it is located in the old areas of Tripoli. And so, when recently we hosted a workshop of the "ESCAWA" organization and learned about the creeping of the rural population towards outskirts of ancient Tripoli, we examined this new fact and started to work with the relevant authorities to encounter this problem. Thus, we called for the need to introduce amendments to the paragraph C related to Investment Act No. 360 dated 16 August 2001, arguing that investment should be directed towards the ancient city of Tripoli which is hosting people coming from rural areas.

As for the most popular industries in our urban economy, as well as in our neighborhoods, there are the food industries and agricultural products. We are optimistic about the future of these industries as they have a vital and active role in promoting national exports and penetrate foreign markets, taking into consideration the laboratories we have at the Chamber of Commerce of Tripoli and North Lebanon, laboratories for quality control in order to be in conformity with international standards on food safety, for which we are in complete harmony with the national campaign that is taking place in the country in terms of compliance with food safety applications and its positive goals so as to ensure the Lebanese human health and safety.

Regarding investments, it goes without saying that the programs and projects become attractive for investment flows only in the light of a political climate of stability and consolidation of security. This is a vital requirement not only for Tripoli and the neighboring areas, but for all of Lebanon too.



(Continued on page 11)

(Continued from page 10)

In collaboration with the Central Bank and other public authorities, you have been collecting funds to support small businesses. What is the reality on the ground regarding such support?

It is known that our Chamber is one of the first Chambers that worked on the promotion, establishment and creation of micro enterprises and SMEs. For this, we have established the business incubator «BIAT», but also established excellent relations with all parties supporting this option, namely the Ministry of Economy and Trade, Banque du Liban (BDL), international organizations such as the EU or the USAID and others. Our relationship with BDL is special because his Excellency the Governor Mr. Riad Salameh is a prestigious economic and financial figure, nationally and globally. He is a valuable resource, and we have full confidence that he will provide guidance and counseling and all the facilities required to support our micro, small and medium sized projects.

Can we say that any developmental plan need to be coupled with a clear economic vision in order to find a radical solution to the current problems in the North? And how can you define the action of the Minister of Economy, Alain Hakim, in favor of the Northern region?

I would like to express my appreciation to have a great leader at the head of the Ministry of Economy and Trade. Minister Alain Hakim showed on many occasions that he can fulfill our expectations for the advancement of Tripoli and the neighboring areas

through his readiness to cooperate in an atmosphere of partnership between the public and private sectors. This include number of facilities that constitute its strengths whether it is the harbor, or the exhibition center, or the airport or the special economic zone or the train station or the oil refinery... These facilities have constituted in the past its strategic strengths not only at the national level, but also at the regional level in view of their impact on the economy of the neighbouring countries. And we are confident regarding the promising role that it will inevitably play in the future, which we hope to be soon, because no matter how wars would last, they will come to an end one day, and then reconstruction will take place cementing the foundations of sustainable development.

What are your expectations from the government to support Tripoli's economy?

In fact, we expect actions from the current government as we expected from any responsible government in the past. We are fully thankful to the current government, its prime minister and ministers, with whom we were able to cooperate positively on various economic and development issues and where we find a lot of understanding to the required facilities serving the interests of the business and private sector institutions in Tripoli and the North. Still the national demand of establishing "balanced development" remains a must that need to be addressed by all governments at all times.

A new executive Bureau for the Chamber of Commerce of Tripoli and North-Lebanon

In the presence of representatives of the Minister of Economy and Trade, Mr. Bruno Zahr and the head of Department of Economy and Trade in North Lebanon Mr. Zouhair Hleiss, elections of the new presidency and the Executive Bureau of the Chamber of Commerce of Tripoli and North Lebanon took place. Members of the new Executive Bureau were selected according to the internal election process of the Board of Directors of the CCIAT. The new Executive Officers are as follows:

Toufic Daboussi: President elected unanimously.

Marcel Chaptini: First Vice President.

Ibrahim Foz: Second Vice - President.

Bassam Rouhouli: Treasurer.

The President, Toufic Daboussi, unanimously elected at the head of the Chamber, has been praised during the inauguration ceremony. Members paid a tribute to his dynamic role at the Chamber of Tripoli and North Lebanon, and the active role played by this institution at the national level and in the Arab world. They also praised «his sense of responsibility and values observed over the years.»



The new executive Bureau of the CCIAT

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Government and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture



PRIME project: Goals and Achievements

"Promoting Inter-generational Learning in the Mediterranean Countries" is a project co-financed by the European Union (EU) through the European cross-border cooperation program ENPI CBC MED with non-European Mediterranean areas.

The project aims to foster inter-generational learning within gold/silversmith and gemologists, develop transferable mentoring schemes for inter-generational learning, and transfer of core skills in the gold/silversmith and gemology sector within an implementation period of 2 years.

BIAT INCUBATOR SUPPORT

In total, this project will train and mentor 40 family businesses in the gold and silversmith industry (12/15 per country) and 90 young entrepreneurs (20/30 per country). Each country will have from 6 to 8 bags for mobility and study visits to be awarded to young entrepreneurs in the sector (for a total of 50 scholarships to be awarded throughout the project).

Prime project is managed and supported by BIAT, the Business Incubation Association in Tripoli. BIAT has a vital role and is supported by the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Tripoli and North-Lebanon (CCIAT). This esteemed collaboration gave Tripoli a successful image and promising continuous responsibilities toward thriving projects with a specialized management and a captivating coordination.

FROM LAUNCHING UP UNTIL TODAY...



the PRIME team

its premises at the Chamber of Commerce and Industry and Agriculture of Tripoli and North Lebanon.

Chairman Toufic Daboussi had addressed the audience and explained the primordial role of the jewelry industry in the society. He stated that creativity is the most important element required to attract the Lebanese and Arab markets.

On his part, BIAT's director, Fawaz Hamidi, has identified BIAT's strategic role in creating job opportunities through socio-economic development projects and shed the light on the essential methods to make the gold silver smith sector prosper and evolving.

On the 10th of December 2014, a second public event took place and the project was limited to the syndicates of North Lebanon.

In parallel, different mentoring training schemes are taking place between BIAT and each of the mentors for an elaborated target in transferring business and inter-generational learning, competences' needs and key competences in the gold silversmithing and gemology sector.

On the 21st of February 2015, a pedagogic intellectual event "TARABLUS DAHAB" took place. It represented a modest part of PRIME's project to raise the public awareness toward the gold market profession. The event was organized and planned by BIAT with the partnership of the Chamber. The President of Syndicate of Jewelers in Tripoli, Khaled Al Namel stated that the gold market is the most valuable economic and touristic sector in the North, describing his thoughtful successful journey that he faced. Mr. Nahhas explained the very essential heritage of the goldsmiths market in supporting the economic part of Tripoli and in the expansion of the city's reputation.



Quality Control : Focus on Laboratories of the Chamber of Commerce of Tripoli & North Lebanon

QUALITY CONTROL CENTER LABORATORIES OF THE CHAMBER OF COMMERCE OF TRIPOLI AND NORTH LEBANON. WHAT DO THEY DO?

QCC Laboratories are accredited by ANSI- ASQ National Accreditation Board (ANAB) in accordance with recognized International Standard ISO/IEC 17025:2005. They are also nationally recognized and authorized by Lebanese Ministries to issue food and beverage health certificates.



PHYSICO-CHEMICAL LABORATORY:

It is very versatile and capable of offering analysis services in many fields ranging from food and beverages to water, soap, detergents, and cosmetic products.

It operates with advanced systems such as High-Performance Liquid Chromatography (HPLC), Gas chromatography (GC), Ion-exchange Chromatography (IC), UV/VIS Spectrometer, Enzyme-linked immunosorbent assay (ELISA) reader, and Atomic Absorption spectroscopy (AAS).

Among its existing tests:

- Diastatic activity, Hydroxymethylfurfural (HMF), Moisture, Sugar profile in Honey.
- Fatty matter, Insoluble matter in Ethanol and in water, and Total alkalinity in Soap.
- Fatty acid profile, Iodine value, Extinction coefficient K, Peroxide value, Free fatty acid, Moisture and Volatile matter content in Oils.
- Major inorganic components, Nutrients, Major Ions, and Metals in water.
- Detection of previously frozen poultry meat by determination of HADH activity.
- Mycotoxins (such as Total Aflatoxin, Aflatoxin B1, Aflatoxin M1, Ochratoxin A).
- Antibiotics (such as Tetracycline, Oxytetracycline, and Natamycin).
- Food additives (such as Benzoic acid, Sorbic Acid, Ascorbic Acid, Citric Acid).

MICROBIOLOGICAL LABORATORY:

It operates using rapid automated solutions such as VIDAS, and TEMPO.

Among its current parameters: Anaerobic count (sulfite reducing bacteria), Bacillus cereus, Escherichia coli, Listeria monocytogenes, Pseudomonas aeruginosa, Salmonella species, Staphylococcus aureus, Streptococcus hemolyticus, Streptococcus D, Coliforms, Total Viable Count, and Yeasts and Molds.

MOLECULAR BIOLOGY LABORATORY:

Real time Polymerase Chain Reaction (PCR) detection system that currently targets the following: Genetically Modified Organism (GMO), Pork derivatives, and Listeria monocytogenes, Salmonella spp., and E.coli O157 confirmation.

TRAINING AND CONSULTANCY:

- Consultancy and training on GMP, GHP, and GLP.
- Assistance in implementing Management Systems such as ISO 9001, ISO 22000, and ISO 17025
- Operational and Technical Training for food processors.
- Consultancy on technologies and equipments for plants.
- Product Improvement and new product development.
- Nutritional facts labels "on formulation"/ FDA regulations - U.S. Labels - Professional Nutrition Analysis Software and Databases.

«Horizon 2020: Advances in Sciences and Technology» at the 21st LAAS International Science Conference



L'association Libanaise pour l'Avancement des Sciences (LAAS)



Despite all the problems facing Lebanon in several fields, the Lebanese will and improvement always prevail. The Lebanese Association for the Advancement of Science (LAAS) just held its annual conference.

The annual 21st LAAS International Science Conference "Horizon 2020: Advances in Sciences and Technology" organized in cooperation with the Saint Joseph University and the National Council for Scientific Research took place from April 15 to 17, 2015 at the Amphithéâtre Pierre Y. AbouKhater, at Saint Joseph University (USJ).

The opening ceremony was held under the auspices of Prime Minister, Mr. Tammam Salam in the presence of an honorary committee composed of: Rev. Father Salim Daccache s.j, Rector of the Saint Joseph University, Mouin Hamze, Secretary General of the National Council for Scientific Research and Naim Ouaini, President of the Lebanese Association for the Advancement of Science. Scientific figures and researchers attended the event.

The LAAS International Science Conference is an annual forum for researchers to present and discuss recent advances in the various fields of science and education. The scope of this conference included, but was not limited to:

- Biological, Medical, Pharmaceutical, and Health Sciences
- Theoretical and Experimental Chemistry and Physics
- Food security, Environment, and Agriculture
- Mathematics and Computer Science
- Engineering and Telecommunications
- Social, Economic, and Behavioral Sciences
- Science Education
- Science and Technology of Light (International year of light-UNESCO)



During this event, researchers from Lebanon and other countries were invited to submit abstracts for possible inclusion in the Conference program. In addition to usual research presentations, the 21st LAAS International Science Conference also encouraged presentations related to the Lebanese and regional issues such as: transfer and evaluation of recent technologies, presentation of success stories on university-industry cooperation and reports on innovative science education experiences.

AWARD FOR CAREER EXCELLENCE IN SCIENTIFIC RESEARCH

During this event, The Lebanese Association for Advancement of Science granted an award to two outstanding investigators who have made exceptional contribution to scientific research at the national and international levels. This event took place during the closing ceremony. The conditions of eligibility of nominees included, among others, to be a Lebanese researcher who has made an outstanding contribution to scientific research during the previous years. The award recipient was selected based on the quality of his/her publications. The selection was made by an independent council of established researchers appointed by the Board of the Lebanese Association for Advancement of Science.

GMI promoting the Green Economy in the Mediterranean starting from Catalonia

16 Reverse Vending Machines (RVMs) have been placed in 3 Universities in Catalonia to valorize waste products.

The RVMs will also be deployed in Egypt, Italy, Lebanon and Tunisia in the coming few months.

Students and staff from the 3 universities of Barcelona will have the opportunity to use the GMI RVMs in order to recycle plastic bottles and beverage cans, and in return they will win points, discounts and different valuable prizes.

The GMI project is funded by the EU under the ENPI CBC Med Programme, with the aim to develop an integrated and environmentally sound waste management system, ensuring treatment and recycling, through exploitation of innovative technologies and sustainable methods for waste treatment and recycling.

The ENPI CBC Mediterranean Sea Basin Programme 2007/2013 has launched the Green MED Initiative (GMI) project in December 2012. The project is managed by the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) in partnership with 11 Mediterranean organizations from 6 Euro-MED countries: Egypt, Italy, Lebanon, Tunisia, France and Spain.

Catalonia consumes 9 million beverage containers daily, of which 3.5 million are selectively collected for recycling, with the rest being dumped, burned or scattered around.

The initiative is an attempt to encourage the young minds of the future to not only be environmentally responsible, but to also engage in a first-hand experience with the environmental services industries.

Under the slogan «There is no planet B, Recycle!» ASCAME, the Barcelona Chamber of Commerce (CCB) and FUNDITEC are participating in the Green Med Initiative (GMI) project offering students the opportunity to reduce their ecological impact and return single-use beverage containers.

In Catalonia the project is undertaken with the support of the 3 universities in which the 16 RVMs have been placed: ELISAVA School of Design, the University of Barcelona and the Polytechnic University of Catalonia. The RVMs have been deployed in close coordination with ASCAME, CCB, FUNDITEC, CCIA-BML and Averda who ensured the technical set up, testing, and implementation.

In Spain, the project is also conducted in collaboration with Retorna, a nonprofit organization specialized in the promotion of recycling. The RVMs will issue a ticket with points reflecting the number of empty containers inserted. Students will accumulate points and enter in a monthly draw.

Gifts will include raffle tickets; concert tickets (Primavera Sound, Sonar, and Cruilla); theater & cinema tickets (Grec, Filmoteca, TNC) as well as vouchers (Abacus Cooperative Consumer Solidarity Network) and tablets, which will be announced each month.

This pilot initiative aims to be a step towards packaging return system that will allow to triple current levels of selective recycling.

For any further information, please contact Ms. Diana Kobayter (projects@ccib.org) or Mr. Malek Chalak (gmi@ccib.org.lb). To keep up-to-date with GMI, please visit its website and follow the project on Twitter and Facebook.



Workshop on Trade of Services Negotiations



The Lebanese Ministry of Economy and Trade, in collaboration with the European Commission in Lebanon, organized a training workshop on 'trade of services negotiations'. The aim of this meeting was to provide participants with extensive knowledge on trade in services agreements and procedures to improve their skills in negotiations for the liberalization of services within Lebanon's WTO accession process.

The meeting was held on March 17, 18 and 19 at the Chamber of Commerce and Industry in Beirut and Mount Lebanon, with the participation of representatives from the Ministries of economy and trade, tourism, telecommunication, public works and transport and the CCIAB, in addition to individuals of the professional services sector.

WHY THIS WORKSHOP?

Recently, there has been a considerable shift in the sources of global trade. Developing countries are exporting an increasing share of both goods and services. This sheds light on the importance of trade in services for developing countries, including Lebanon. The country applied for an accession to the World Trade Organization (WTO) back in 1999.

Upon accession, countries must sign and commit to the General Agreement on Trade in Services (GATS) treaty. The goal of GATS is to remove trade barriers between countries and liberalize selected services sectors.

GATS CLASSIFICATION SYSTEM

The GATS consists of three major building blocks:

- The Agreement, which consists of 29 articles that state obligations and objectives. The basic purpose of the Agreement is to contribute to trade expansion under conditions of transparency and progressive liberalization, and to promote economic growth of all trading partners and development of developing countries.
- Annexes that cover policy and sector-related issues
- Schedule of commitments, which includes planned commitments on market access and national treatment, in addition to other sectoral commitments. This schedule is considered as an integral part of the GATS.

The following four modes of supply and delivery of services are covered by the GATS:

Mode	Criteria	Supplier Presence
Mode 1: Cross-border supply	Service delivered within the territory of the Member, from the territory of another Member	Service supplier not present within the territory of the member
Mode 2: Consumption abroad	Service delivered outside the territory of the Member, in the territory of another Member, to a service consumer of the Member	
Mode 3: Commercial presence	Service delivered within the territory of the Member, through the commercial presence of the supplier	Service supplier present within the territory of the Member
Mode 4: Presence of a natural person	Service delivered within the territory of the Member, with supplier present as a natural person	

Note: From the document MTN.GNS/W/124, available on the World Trade Organization Website

Services are classified under 12 major sectors and a total of 160 subsectors. According to the GATS classification system, these sectors are:

- Business services
- Communication services
- Construction and engineering services
- Distribution services
- Educational services
- Environmental services
- Financial services
- Health-related and social services
- Tourism and travel-related services
- Recreational, cultural and sports services
- Transport services
- Other services

In addition to general obligations, each state member should take specific commitments relating to market access (MA) and national treatment (NT). These commitments guarantee a minimum level of treatment, but do not prevent a member from being more open in practice (or less discriminatory). The structure of the schedule is divided into two parts: Horizontal commitments (general obligations) and sector-specific obligations. It is made up of four columns:

- Committed sector
- Restrictions on MA
- Restrictions on NT
- Additional commitments

CCIA-BML Centre de Développement de l'Entreprise

Entrance to Enterprise - One Year Results

It is undeniable that there is a gap between educational outputs and entrepreneurs in Lebanon. For this reason, and to promote the importance of work experience to new entrants, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Sidon and South Lebanon (CCIAS), Center for International Private Enterprise (CIPE), Development for People and Nature Association (DPNA) and South Business Innovation Center (SouthBIC) in partnership with local universities established in March 2014, the Entrance to Enterprise (E2E) Internship Centre in Saida. Its aim is to fill the gaps in the Lebanese entrepreneurial ecosystem.



To evaluate and assess the program, key companies, universities and students attended a final conference that took place in CCIAS on the 31st of March 2015. During the conference, CCIAS renewed its promise to support the SMEs and entrepreneurs by easing their access to investors and financial institutions, as well as trainings and mentorships.



E2E was one of many initiatives CCIAS and SouthBIC worked on to ensure the sustainable development of the Lebanese economy. A detailed presentation took place to showcase the different stages of this initiative. In fact, E2E attracted 121 students from different universities in Saida. 33 students underwent trainings

in business law, writing resumes, communication skills, leadership and business planning as well as internships in various companies from different sectors. This allowed the students to have a quick look at the business world outside their academic frame.

Local Economic Development: The Moroccan Model

A Lebanese delegation composed of representatives from the Chamber of commerce of Zahle and government officials visited Morocco to discuss issues related to economic development and gain experience from the Moroccan model in local development. The purpose of this visit initiated by the United Nations Development Program (UNDP) was the development of the South-South Cooperation mission and exchange between francophone countries, Lebanon, Tunisia, Algeria and Morocco.



Three francophone countries, partners of the DDC/Finland program participated in this exchange mission, namely, Lebanon, Tunisia and Algeria. The participants have benefited from the Moroccan experience, achievements and best practices of the program of study (POS) and brought their experiences, opportunities and constraints in the discussion forums. These participants included officials and technicians from governmental and non-governmental institutions involved in sustainable and equitable development process, including planning (local, regional and national), empowerment of women and the promotion of the social economy.

Invited by the United Nations Development Programme- UNDP, the Lebanese delegation was represented by the Governor of Hermel-Baalbek Mohafazat, Professor Bashir Khodor, the General Director of the Chamber of Zahle-Bekaa Joseph Geha, and Project Manager at the Ministry of Agriculture Engineer Magda Macheyk and accompanied by representatives of the United Nations Programme Managers, Eli Kodsi and Mona Haidar. The visit to Morocco was made especially to the regions of Agadir and Guelmin in the Moroccan desert, to learn about economic development and development achievements in dry areas.

EMPHASIS ON SOUTH-SOUTH COOPERATION...

The Steering Committee meeting of the DDC/Finland program, a mission for Exchange and South-South cooperation between Morocco and other francophone countries namely put emphasis on the importance of a South-South cooperation as an important and effective tool to enable developing

countries to achieve the Millennium Development Goals (MDGs) and to engage in a development program for the post-2015 that focuses on sharing prosperity and preservation of the environment. Extreme poverty, endemic inequalities, malnutrition and vulnerability to weather and climate shocks persist. Faced with this harsh reality, South-South cooperation and triangular cooperation are a way to balance growth and equity in the new global partnership for sustainable development. It is in this context that the exchange mission to Morocco took place.

UNDP has placed the South-South cooperation at the center of its efforts in preparing its Strategic Plan 2014-2017. An internal strategy to promote South-South and triangular cooperation has been also developed. Concerning the program DDC/Finland, it was launched in 2002 and is now mature with rich experience of good practices and know-how in terms of sustainable and equitable development in dry lands. Moreover, its strategic position between the Mashreq and Maghreb gives it a great advantage to facilitate exchanges and cooperation between the partner countries of the program. In its current phase (2013-2016), the promotion of South-South cooperation is a main focus of the program.

FEEDBACK OF THE LEBANESE DELEGATION ABOUT THE MOROCCAN MODEL

During this visit, the Lebanese delegation observed the importance of joint work that has been achieved in these areas, and the important role played by the elected groups in the field of sustainable local development in order to establish the development plan involving all parties in its

preparation and approval so that the Communal Development Council takes a leading role at the organizational and institutional levels in regional planning. This unified work will also contribute to the elaboration of strategies, joint ventures and future implementation of the set goals. This Council has succeeded to a large extent thanks to the fruitful cooperation of all the parties that resulted in its successful implementation, in addition to the efficient administrative system for tracking and evaluation.

As for the Moroccan model, the delegation noticed the benefits of their approach to improve development: local elected authorities, and in collaboration with civil society and the private sector, work hand in hand in order to improve continuously their living conditions departing from the idea that any possible development in the long term can only be carried out if it is viable economically and just socially. The sole challenge of the planning process is the ability to reconcile three goals which are often contradictory and are related to the economy, environment and social issues, especially in remote areas where development is marginal and environmentally fragile with weak productivity alternatives.

In this Moroccan model, the communal development plan has been linked to schemes of national and international programs committed by Morocco in the context of development and human rights.

A common scheme and a participatory approach for development have been also put in place along with the mobilization of all partners from the public, private and civil society to ensure successful implementation of the plan and a review of the field work. Moreover, they have undertaken internal organization of their community by setting up a governing body or board with representatives of all parties in addition to representatives of the local authorities called the governing local committee chaired by the head of the group, and consisting of members of the communal council of the region.

The head of the group is a member of the Regional Committee, which includes the Governor, the President of the Regional Council, heads of Departments of Social Affairs, the heads of local and rural groups, and representatives and delegations of stakeholders. There is also a technical support team and business follow-up support consisting of the National Director of the program (Director of the Development Agency of the region), along with the representative of the Environment and Sustainable Development Unit of the UNDP, and a team of five consultants in the fields of economic planning, local development, cultural heritage,

tourism, territory, and geographic information system.

Other actions have been taken for collecting and analyzing studies and data and the existing proposals with the participation of all parties, including organizers of discussion forums and consultation workshops, and interviews to get feedback from residents and local agents and institutions, and listen to their criticisms and suggestions, which were taken into account when building a strategy and a vision for the region.

These actions made it possible to identify the strengths that should be exploited and weaknesses that must be reduced, and work jointly and in solidarity to address problems, in addition to searching for opportunities to exploit and solve the challenges that must be addressed.

Everyone is working, with business follow-up and sound implementation of the strategic plan accurately. If we look at the manufacturing or agricultural products, we can see there is a tracking of chain production up to delivery where everybody works in the same order and for one goal, which is the economic development and improvement of life conditions in the Moroccan desert.

During the visit, the participants shared several ideas, including joint marketing especially that the participating countries, Morocco, Tunisia, Algeria, and Lebanon have distinctive products of premium quality, with specific features related to each country and region. In this regard, we would speak about integration rather than competition, especially if we put products in a joint cooperation framework by setting an attracting plan to help these countries, Arab countries, francophone and having international agreements, especially with the European Union and the United States. It is a great opportunity for rural areas in these countries to cooperate with one another where we find goodness, honesty, quality, traditions, arts and distinctive rare products.





Lebanon at EUROMED Invest Academy in Serbia

In the framework of the EUROMED Invest project, the Chamber of Commerce of Serbia was the host of the 3rd EUROMED Invest Academy Serbia "Cooperation - Complementarity between the South Mediterranean and the Western Balkans", from 25 to 27 March 2015, in Belgrade, Serbia.

The Academy was organized by the Chamber of Commerce of Serbia in coordination with the members of the MedAlliance consortium, composed of ANIMA Investment Network, EUROCHAMBRES (The Association of European Chambers of Commerce), ASCAME (Association of Mediterranean Chambers of Commerce), BusinessMed (Union of Mediterranean Confederation of Enterprises), EMDC (Euro-Mediterranean Development Center for Micro, Small and Medium Enterprises), GACIC (German-Arab Chamber of Commerce) and EABC (European-Arab Business Council).

The EUROMED Invest Academy in Serbia focused on further development business and investment opportunities between the South Mediterranean and Western Balkan countries through two main components: benchmarking between both regions on their relations with the European Union, and better understanding between both regions to improve business and investment opportunities.

The Academy in Serbia gathered 100 participants of Business Support Organizations (BSOs)

from 18 countries - the Southern Mediterranean (Egypt, Lebanon, Syria, Tunisia), the European Union (Belgium, Bulgaria, Croatia, France, Germany, Greece, Italy, Slovenia, Spain), the Western Balkans (Bosnia and Herzegovina, Macedonia, Montenegro, Serbia), and Turkey. It was attended by representatives from BSOs including investment and export promotion agencies, chambers of commerce and industry, SMEs and development agencies, clusters, technology park, institutes, innovation agencies, technology transfer centers, associations of women entrepreneurs etc.

The Academy event tackled important topics, such as the SBA "Small Business Act", economic benchmark & business and investment opportunities, a case study about "Turkey: a bridge between the Mediterranean region and the Western Balkans", regional integration CEFTA, EBRD investment in the Balkan and SEMED Region, opportunities for EU Funding, support to investments, support to SMEs, concrete opportunities for future cooperation, commercial mediation/arbitration etc...

Speakers in the welcome session were Slobodan Samardzic PhD, Vice President, Chamber of Commerce and Industry of Serbia, Katarina Obradovic Jovanovic, Acting Assistant Minister, Ministry of Economy Republic of Serbia and Oskar Benedikt, Deputy Head of Delegation, Delegation of the EU to the Republic of Serbia. Emmanuel Noutary, General Delegate, ANIMA Investment Network presented EUROMED Invest project. Dirk Vantyghem, Director International Affairs, EUROCHAMBRES promoted

the EUROMED Invest Academy, and three days Academy Programme. Over the two days of Academy, 26 speakers had the opportunity to address the participants and share the best knowledge and experiences: Chamber of Commerce and Industry of Serbia, Ministry of Economy R. of Serbia, Ministry of Trade, Tourism and Telecommunications of Serbia, Delegation of the EU to Serbia, DG GROW, European Commission, EBRD in Serbia, ANIMA Investment Network, France, EUROCHAMBRES, Belgium, Euro-Arab Business Council (EABC), Egypt, The Union of Chambers and Commodity Exchanges of Turkey (TOBB), General Authority for Investment and Free Zones (GAIFI), Egypt, Enterprise Greece, Tunisian Foreign Investment Promotion Agency (FIPA), Tunisia, Serbian Investment and Export Promotion Agency (SIEPA), Invest in Turkey (ISPAT), Technology Park Ljubljana, Slovenia, GIZ International, Germany, OCO Global, France, The Institute for the Promotion of Arbitration and Mediation in the Mediterranean, (ISPRAMED), Italy etc.

A Study Tour and a City Guide Tour were organized on the third day of



Academy, in addition to a presentation of the significant investment project in Belgrade "Belgrade Waterfront".

The Academy was a good opportunity for BSOs to improve their management capacities as well as the quality of services provided to their members. Academy offered stimulating and international environment favorable to further develop business networking between BSOs and exchange of knowledge, experiences and best practices between BSOs.

The Academy was organized in the framework of the project EUROMED Invest (www.euromedinvest.eu) a three-year regional project for investment and business partnerships promotion in the Euro-Mediterranean area, co-funded by the European Commission, the MedAlliance consortium, the Provence-Alpes-Côte d'Azur Region and the City of Marseilles. The ultimate goal of the project is to renew the interest of SMEs in the Euro-Mediterranean market, to increase investment and business projects' flow in the Euro-Mediterranean area, and to contribute to an inclusive economic development of the region.

Project financed by the European Union, the MedAlliance and the local authorities of Marseille - PACA



Mohamed Choucair at UFM High Level Meeting: the private sector must have a key role in regional and national policy making

On the 14th April, and in the framework of strengthening the Euro-Mediterranean partnership, the High Level Meeting of the Union for the Mediterranean took place in Barcelona.

The focus of the Meeting was on areas of mutual interest between the EU and its Southern partners, and mainly on issues related to the role of the private sector in the region in fostering inclusive growth, public-private partnerships and the informal economy.

In his key-note address, President Choucair highlighted the role of the private sector and its responsibility in regional and national policy-making. "Common actions through public-private partnerships will have astonishing results", he said.

"As the UfM gathers around one common vision, all the socio-economic platforms in the Mediterranean countries would multiply the expected results by the coherence of their actions". In this sense, the President of ASCAME reminded that the Association coordinates its activities with the UfM, explaining

for example that while the efforts to develop Mediterranean Arbitration were weakening, ASCAME has been establishing the conditions for registration centres, allowing the UfM to take over the project at a later stage.

According to Choucair, coherence of projects will be of benefit to all of the UfM countries in order to create a homogeneous entity able to comfortably consider the future. "The effectiveness of the action is essential in order to improve the socio-economic conditions of the Southern and Eastern Mediterranean countries", he said. Therefore, we must "take into account the need to improve the 'productivity' of the beneficiary countries," he added.

President Choucair was hoping that within the next few years, the programs will be indexed to employment, taking into consideration "the leverage it represents in the 'Total Factor Productivity' in the Southern countries and its direct effect on poverty and exclusion".

Finally, thanks to the "UfM and the New European Neighbourhood Policy, the Euro-Med has become a reality capable of taking its place in the international arena," he concluded.

Employment level rises in Lebanon despite subdued economic activity

According to a recent report from Crédit Agricole Private Banking, the Lebanese economy showed some encouraging figures with gains in employment numbers, lower headline inflation and stable currency reserves.

"There was a gain in Lebanon's employment numbers in spite of lower PMI (Purchasing Managers' Index) data resulting from declining new businesses and output levels. Such PMI levels have also led to lower input prices and labour costs which finally resulted in declining prices charged by firms", said Paul Wetterwald, Chief Economist at the Crédit Agricole Private Banking.

The February PMI index in Lebanon marked once again below 50 score line, extending its contracting streak to twenty months. Most of the series of figures are below the contraction/expansion frontier line. At 48.7, the pace of contraction deteriorated further from the January level (49.5).

In March, the index inched up 0.2 points to forty eight point nine, reflecting a very shy improvement in the economic activity month-on-month, but still below June 2013 level.

Lebanon PMI Index History



Sources: Bloomberg, CAPB

The message conveyed by this index differs from the 2014 Banque du Liban GDP growth estimate (around 2%) and the 2015 IMF forecast (2.5%).

Furthermore, it can be noted that Lebanon is escaping the recession and capitalizing on its currency's peg to the US dollar. The Banque du Liban (BDL) exchange rate regime is free floating, so the Lebanese pound rate of conversion to the US dollar remains within a very narrow band. In this context, noted Wetterwald, the exchange rate is a stabilized arrangement, and it is generally known that despite daily interventions, the BDL does not publish intervention data, Wetterwald added.

"Capitalizing on the Lebanese pound's peg to the US dollar, the energy and food price components have contributed to lower the headline inflation(*) rate during the last recent months. The latter has declined to -3.8% year-on-year in January, yet it remains unclear whether this will hold true over the year-end horizon", he said.

Assuming the oil price (WTI) at the end of December 2015 to be the same as today, then the year-on-year variation expressed in USD will move from -50% to -4%. In other words, oil will contribute positively to inflation in Lebanon at constant exchange rate.

Taking into account the Lebanese pound exchange rate and the USD food price variation, this would allow to compute a yearly rate of change of the food price in the local currency, and then to compare it with the consumer price inflation. Assuming that the current USD food price and exchange rate remain the same until December 2015, results in a yearly food price change will be slightly higher than the most recent change. This assumption is illustrated by the dotted line values between today and December 2015 in the graph below. The positive difference between the current rate of food price change and the December rate means that there will be some contribution to inflation stemming from the food prices.

FAO Food Price in Local Currency vs. CPI for Lebanon



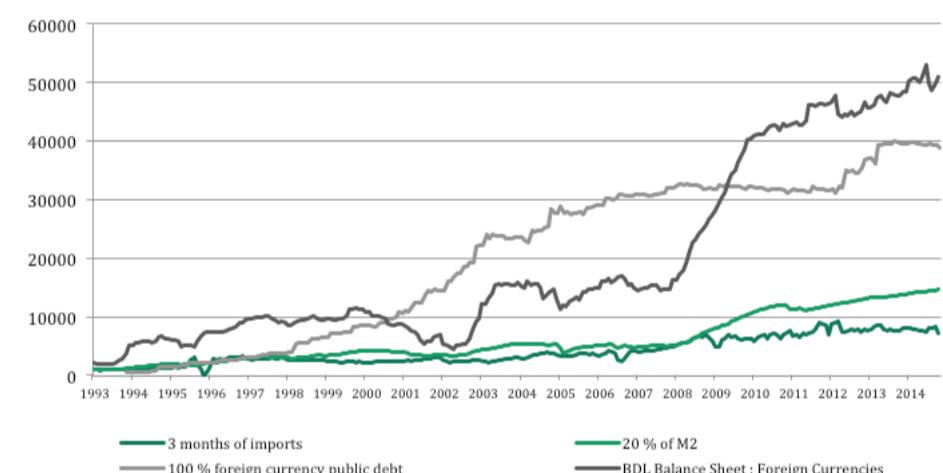
Sources: Bloomberg, CAPB

(*) Headline inflation is a measurement of price inflation that takes into account all types of inflation.

Given the advantage stemming from the peg's existence, namely adding a pinch of stability against a very uncertain outlook, one cannot help wonder whether that mechanism is at risk. "First of all we have to note that Lebanon did not ask for assistance from the IMF to provide foreign currency during the recent crisis. Besides, it is true that the public debt outlook worsened significantly. However, the amount of public debt denominated in foreign currencies has stabilized since May 2013", said the Chief economist at the WB. He further added that the Lebanese position does not seem "worrying" when we compare the amount of currency reserves held by the central bank to "traditional" metrics to gauge the robustness of the Lebanese position.

The Banque du Liban (BDL) expected that the public debt will rise again in 2015 by about 4 billion dollars. The debt-to-GDP ratio has risen from 130% to about 143%. According to the Crédit Agricole Private Banking, the reserves level stand however well above the various variables taken into consideration, i.e. the value of three months of imports, twenty percent of the M2 monetary aggregate, and one hundred percent of the foreign currency public debt (see graph below).

Foreign Currencies Reserves vs. "Traditional" Metrics (billions of LBP)



Sources: BDL; CAPB

The Lebanese economy shows some encouraging figures with gains in employment numbers, lower headline inflation and stable currency reserves. "This is the positive side of the story, yet there are many challenges which are still confronting Lebanon. Whilst there is a ray of positivity, economic indicators like PMI data are still low", concluded Paul Wetterwald.

IMF expects growth to reach 2.5% in 2015

In its latest "World Economic Outlook" report, the International Monetary Fund (IMF) forecasted real GDP in Lebanon to grow by 2.5% in 2015, slightly improving from the 2% recorded in 2014. The value of GDP should, hence, reach US\$ 54.7 billion, up from US\$ 49.9 billion in 2014 and US\$ 47.6 billion in 2013.

As for GDP per capita, it is estimated to reach US\$ 12,006 in 2015, up from US\$ 11,068 in 2014 and US\$ 10,655 in 2013.

In parallel, the IMF forecasted a lower inflation rate of 1.1% in 2015, down from 1.9% in 2014 and 4.8% in 2013 amidst the effects of declining oil prices.

Finally, the debt ratio is expected to decrease to 131.8% in 2015, against 134.4% in 2014.

Gross public debt at US\$ 69.2 billion at end-February

Gross public debt reached US\$ 69.2 billion at end-February 2015, according to the latest figures, up by 4% since the beginning of the year, and 6.6% from the level recorded at end-February 2014.

Domestic debt rose by 1.7% to US\$ 41.7 billion over the first two months, while external debt was up by 7.7%, at US\$ 27.6 billion.

In parallel, public sector deposits at commercial banks rose to US\$ 3.3 billion at end-February, leading to a net public debt of US\$ 58 billion.

“ "OIL WILL CONTRIBUTE POSITIVELY TO INFLATION IN LEBANON AT CONSTANT EXCHANGE RATE".
"IT IS TRUE THAT THE PUBLIC DEBT OUTLOOK WORSENED SIGNIFICANTLY. HOWEVER, THE AMOUNT OF PUBLIC DEBT DENOMINATED IN FOREIGN CURRENCIES HAS STABILIZED SINCE MAY 2013"
”



Credit Ratings and Criteria

Christy Makridis

A credit rating is an evaluation of the credit worthiness of a debtor. The debtor could be a private company or corporation, a state, or a government. This evaluation is carried out by rating agencies, which assess the debtor's ability to meet financial commitments, pay debts, and the chances of a default. The largest two credit rating agencies are Standard & Poor's and Moody's. Letters are used to represent the ratings, which are slightly different between both agencies.

A bond is counted as investment grade or IG if its credit rating is BBB- or higher by Standard & Poor's or Baa3 or higher by Moody's. Otherwise, it is considered to be speculative grade (BB+ and below for S&P, Ba1 and below for Moody's). These bonds are known as high yield bonds (junk bonds) due to the fact that they have a high risk of default. The following table describes each rating level according to Standard & Poor's and Moody's.

There are several types of credit ratings including sovereign credit ratings and corporate credit ratings. A sovereign credit rating is the credit rating of a national government. It indicates the risk level of the investing environment

in a country. Corporate credit ratings represent the creditworthiness of corporate bonds. Credit worthiness is an assessment of the likelihood that borrowers (obligors) will default on their debt obligations. In order to assess the creditworthiness of a corporation, its historical debts, financial performance, vulnerability to economic changes and impact on the economy are factors that are taken into consideration.

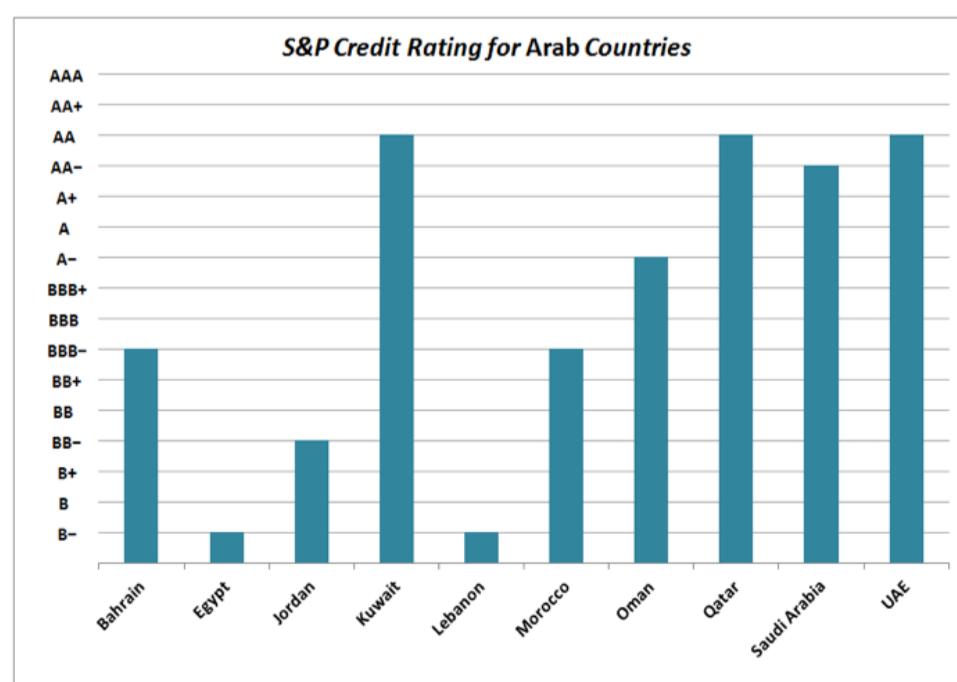
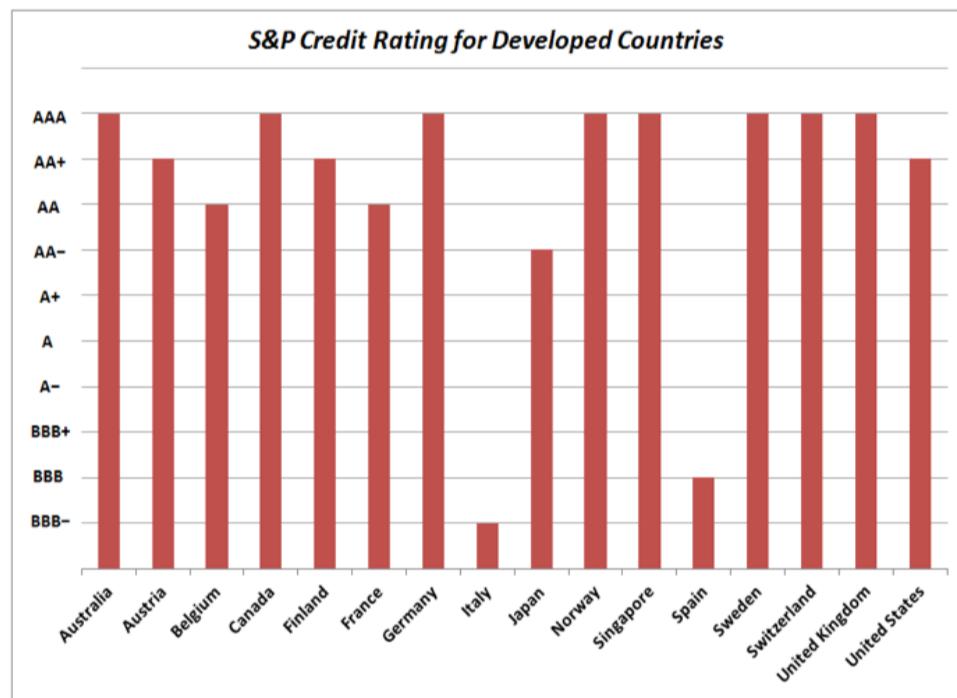
Lenders, such as banks, firms and individuals, use these credit scores to evaluate the potential risk posed by lending money to consumers and to mitigate losses due to bad debt. Lenders use credit scores to determine who qualifies for a loan, at what interest rate, and what credit limits.

Changes in ratings could be caused by an alteration in creditworthiness, or by the fact that a previous rating did not fully reflect the true quality of the bond. Because of their very unpredictable nature, changes are to be expected more frequently among bonds of lower ratings than among bonds of higher ratings.

Standard & Poor's	Moody's	Credit Worthiness*	Category
AAA	Aaa	An obligor has EXTREMELY STRONG capacity to meet financial commitments.	Investment-grade
AA+	Aa2	An obligor has VERY STRONG capacity to meet financial commitments. It differs from the highest rated obligors only in small degree.	
AA-			
A+	A2	An obligor has STRONG capacity to meet financial commitments but is somewhat more susceptible to the adverse effects of changes in circumstances and economic conditions than obligors in higher-rated categories.	
A-			
BBB+	Baa2	An obligor has ADEQUATE capacity to meet financial commitments. However, adverse economic conditions or changing circumstances are more likely to lead to a weakened capacity of the obligor to meet its financial commitments.	
BBB-			
BB+	Ba2	An obligor is LESS VULNERABLE in the near term than other lower-rated obligors. However, it faces major ongoing uncertainties and exposure to adverse business, financial, or economic conditions which could lead to the obligor's inadequate capacity to meet financial commitments.	
BB-			
B+	B2	An obligor is MORE VULNERABLE than the obligors rated 'BB', but the obligor currently has the capacity to meet financial commitments. Adverse business, financial, or economic conditions will likely impair the obligor's capacity or willingness to meet financial commitments.	
B-			
CCC+	Caa	An obligor is CURRENTLY VULNERABLE, and is dependent upon favourable business, financial, and economic conditions to meet financial commitments.	
CCC-			
CC	Ca	An obligor is CURRENTLY HIGHLY-VULNERABLE.	
C			
D	C	An obligor has failed to pay one or more of financial obligations (rated or unrated) when it became due.	

* Based on Standard & Poor's Definitions (2010) and Moody's Rating Symbols & Definitions (2009)

S&P SOVEREIGN CREDIT RATINGS FOR ADVANCED ECONOMIES AND ARAB COUNTRIES IN 2014





Trade between Lebanon and the Russian Federation

Total trade exchange between Lebanon and Russia was equal to 894.9 million USD in 2014. Whereas the Lebanese trade balance with Russia has been negative (deficit) since 1993, the trade deficit reached a record high value of 893.6 million USD in 2013.

Russia ranked 6th amongst sources of Lebanese imports in 2014, and imports from Russia accounted for 4.3% of total Lebanese imports. On the other hand,

Lebanese exports to Russia only formed 0.2% of total Lebanese exports. Major exports to Russia in 2014 included vegetables (34%), plastics and articles thereof (21%), and fruits (10%), while main Russian imports were fuel derivatives (77%), cereals (7%), and wood (4%).

HS Code	MAIN LEBANESE EXPORTS TO RUSSIAN FEDERATION IN 2014	in thousand \$	Tons Net	share in total exports
7	Edible vegetables and certain roots and tubers	2,545	6,120	34%
39	Plastics and articles thereof.	1,556	584	21%
8	Edible fruit and nuts; peel of citrus fruit	771	491	10%
32	Tanning or dyeing extracts; tannins ...	766	114	10%
84	Nuclear reactors, boilers, machinery...	308	30	4%
20	Preparations of vegetables, fruit, nuts	270	48	4%
19	Preparations of cereals, flour, starch or milk	193	55	3%
24	Tobacco and manufactured tobacco substitutes.	142	189	2%
62	Clothing accessories, not knitted or crocheted	135	1	2%
85	Electrical machinery and equipment and parts	134	19	2%
	Other	756	138	8%
	TOTAL	7,576	7,789	100%
HS Code	MAIN LEBANESE IMPORTS FROM RUSSIAN FEDERATION IN 2014	in thousand \$	Tons Net	share in total imports
27	Mineral fuels and oils and distillation products	684,478	897,442	77%
10	Cereals.	62,662	230,455	7%
44	Wood and articles of wood; wood charcoal.	37,458	64,397	4%
74	Copper and articles thereof.	27,456	3,843	3%
72	Iron and steel.	16,897	29,013	2%
48	Paper and paperboard; articles of paper pulp	15,996	21,541	2%
15	Animal or vegetable fats and oils	13,028	14,424	1%
25	Salt; sulphur; earths and stone; lime and cement	8,980	58,764	1%
31	Fertilisers.	6,002	23,490	1%
	Other	14,347	19,838	2%
	TOTAL	887,304	1,363,207	100%

Lebanon in Figures

Ref.	Indicator	Billion LBP	Billion US\$	Details
10	Growth	2.00%		2014
11	GDP (in constant Prices 2010)	61,707	41.60	2014
12	GDP (in current prices)	72,082	47.80	2014
20	CPI	-2.97%		Feb.2014-Feb.2015
21	M1	8,047	5.34	January 2015
22	M2	73,368	48.65	January 2015
23	M3	176,583	117.10	January 2015
24	M4	187,088	124.06	January 2015
30	Balance of Payment	-2,503	-1.66	Feb.2014-Jan. 2015
31	Current Account	-15,532	-10.30	Jul.2013 - Jun.2014
32	Balance of Trade	-24,505	-16.25	Mar.2014 - Feb.2015
40	Unemployment Rate	10.00%		2012
41	Employment Rate	47.60%		2009
42	Population	4.16 Mn		2014 - Estimated
43	Population 15 - 64 y.	2.72 Mn		2014 - Estimated
51	State Budget Deficit	-4,632	-3.07	Jan. 2014- Dec. 2014
52	Budget Revenues	16,400	10.88	Jan. 2014- Dec. 2014
53	Budget Expenditures	21,032	13.95	Jan. 2014- Dec. 2014
54	Public Debt	100,342	66.54	December 2014
55	Debt Service	6,314	4.19	Jan. 2014- Dec. 2014

Sources: ABL (54), BDL (21,22,23,24,30, 31), CAS (11,20,41, 42, 43), Customs (32), Ministry of Finance (51,52,53,55), Worldbank (10) 



CONFERENCES

ECOrient

Location: Beirut- Lebanon

Venue: BIEL

Date: 03-04 June 2015

This is the 4th international conference for environmental technologies, sustainability and clean energy.

For more information:

Phone: +9615959111

Fax: +9615959888

Email: info@ifpexpo.com

Website: www.energy-lebanon.com

Futurallia Bucharest 2015

Location: Bucharest - Romania

Date: 10-12 June 2015

This is an SME international business development forum for national and international companies who are seeking commercial, financial, industrial and technological alliances in order to broaden their business activity.

For more information:

Phone: +40212693417

Fax: +40212693323

Email: futuralliabucharest2015@abcint.ro

Website: www. futuralliabucharest2015.com

Increasing Innovation through Regional Cooperation Seminar

Location: Berlin

Date: 11-12 June 2015

This seminar is for building strong local and regional networks with administration and enterprises for receiving more funding for research and innovation.

For more information:

Phone: +49.30.802080.246

+49.30.802080.230

Fax: +49.30.802080.259

+49.30.802080.250

Email: regina.luening@euroacad.eu

Website: www.euroacad.eu

INNOPROM: RUSSIA'S MAIN INDUSTRIAL TRADE FAIR

Location: Russia

Venue: Ekaterinburg Expo

Date: 08-11 July 2015

INNOPROM will consist of the following exhibitions: "Mechanical Engineering", Industrial Automation", "Energy Efficiency", Optics and Lasers", Metropolitan technologies".

For more information:

Phone: +7(495)6477493

Email: bakalovav@minprom.gov.ru

Website: www.innoprom.com



EXHIBITIONS

Home Expo 2015

Location: Izmir -Turkey

Venue: Hotel Sheraton

Date: 26 – 29 May 2015

This is a Turkish-Arab forum for construction, decoration, design and furnishings.

For more information:

Phone: +90 232 281 39 09

+90 232 425 77 70

Fax: +90 232 281 39 29

Email: abdalkaderotri@gmail.com | info@turabexpo.com | turab@turabexpo.com | izmir@turkarap.org | tato@tato.org.tr

Website: www.turabexpo.com

Iranian Products Expo

Location: Erbil-Iraq

Date: 28 – 31 May 2015

This is an international exhibition for Iranian products.

For more information:

Phone: +964662554433

Email: info@erbilfair.com

Expo Milano 2015

Location: Milano –Italy

Date: 01 May – 31 October 2015

This is a non-commercial Universal Exposition around the theme of "Feeding the Planet, Energy for Life." It represents a unique opportunity to establish and develop commercial and business relations.

For more information:

Website: www.expo2015.org

Beauty World Middle East 2015

Location: Dubai–U.A.E.

Venue: Dubai International Convention and Exhibition Center

Date: 26-28 May 2015

This is an international trade fair for beauty products, hair, fragrances and wellbeing in the Middle East.

For more information:

Phone: +97143894541

Fax: +97143585533

Email: krishantha.medagama@uae.messefrankfurt.com

Website: www.messefrankfurt.com

Got the Power

Location: Beirut - Lebanon

Venue: BIEL

Date: 02-05 June 2015

This is the 5th international trade fair for power, electrical engineering, alternative energy, lighting, HVAC, water and environment technologies.

For more information:

Phone: +9615959111

Fax: +9615959888

Email: energylebanon@ifpexpo.com

Website: www.energy-lebanon.com

Project Iraq: 2nd International Trade Exhibition for construction materials & equipment and environmental technologies.

Energy Iraq: 2nd International Trade Exhibition for power , electrical engineering, alternative energy, lighting & HVAC.

Iraq Agrofood: International Trade Exhibition for agriculture and food processing and packaging.

Location: Baghdad- Iraq

Date: 08-10 June 2015

For more information:

Phone: +9615959111

Fax: +9615959888

Email: info@ifpexpo.com / hussam.ghaleini@ifpiraq.com

Website: www.ifpgroup.net / www.ifpiraq.com

ACHEMA 2015

Location: Frankfurt - Germany

Date: 15-19 June 2015

This is an industrial exhibition that targets the chemical engineering, environmental protection and biotechnology sectors.

For more information:

Phone: +49 (0)69 7564-423/-198

Fax: +49 (0)69 7564-450

Email: achema@dechema.de

Website: www.achema.de

The Bright World of Metals

Location: Dusseldorf - Germany

Date: 16-20 June 2015

GIFA (machinery), METEC (metallurgy), THERMPROCESS (thermo processing), and NEWCAST (castings): four trade fairs under the motto The Bright World of Metals.

For more information:

Phone: +49(0)211/4560-01

Fax: +49(0)211/4560-668

Email: info@messe-duesseldorf.de

Website: www. messe-duesseldorf.de

BUSINESS OPPORTUNITIES



Bharat Heavy Electricals Ltd.

Location: India

This company is a public sector undertaking, working under Ministry of heavy industries, Govt. of India.

BHEL Electronics division, Bangalore has invited sealed bids for procuring following materials required for manufacturing of photovoltaic modules.

Solar cell 156 mm Multi 4.26 Watt

Glass, AR coated, Size: 1960X980X3.2 MM

Aluminium Edge Frame with corner block (290W)

Silicone Adhesive for Photovoltaic Modules (20 litre drum)

Phosphoryl Chloride (POCl3)

The details can be downloaded at free of cost from BHEL websites

<http://www.bhel.com>

www.tender.gov.in

Zhejiang Heart & Heart Electric Co., Ltd.

Location: China

This company is specialized in the production of water dispensers, heaters, electric fans, coffee machines, ice wine, water home appliances and would like to establish business relations with Lebanese companies.

For more information:

Phone: +86 0574-63592812

Fax: +86 0574-63579552

Email: cyb@xin.us

Website: www.xin.us

Guangzhou Wanbao Group Co., Ltd.

Location: China

This company is specialized in the manufacture of home appliances and refrigeration equipment and would like to establish business relations with Lebanese companies.

For more information:

Phone: 030 23940 52480

Fax: 030 23940 52529

Email: mail@yfos.gr

Website: www.yfos.gr

Phone: +86 8620 -89010088

Fax: +86 8620 -89092989

Email: liuyin@gzwanbao.cn

Website: www.gzwanbao.com

Guangdong Atlan Electronic Appliance Manufacture Co., Ltd.

Location: China

This company is specialized in the manufacture of kitchen appliances and would like to establish business relations with Lebanese companies.

For more information: